

Restaurant
CHEZ MAGNANI
Même cuisine depuis 40 ans.
Après 40 ans de service on vous donne
un service des plus chaleureux!
9245 rue Lajeunesse. Réserv. 387-5959

SOCIÉTÉ

L'Irak encore plus intraitable

Une ultime démarche de la France rejetée par Washington

NICOSIE (Reuter) — À quelques heures de l'expiration de l'ultimatum des Nations unies, le président Saddam Hussein s'est montré hier plus intraitable que jamais dans sa volonté de demeurer au Koweït et s'est dit certain « d'écraser l'agression ».

Il a encore un peu plus fermé la porte à tout compromis en faisant adopter dans la matinée par son Assemblée nationale une motion de soutien à sa politique en vue d'une « confrontation historique pour gar-

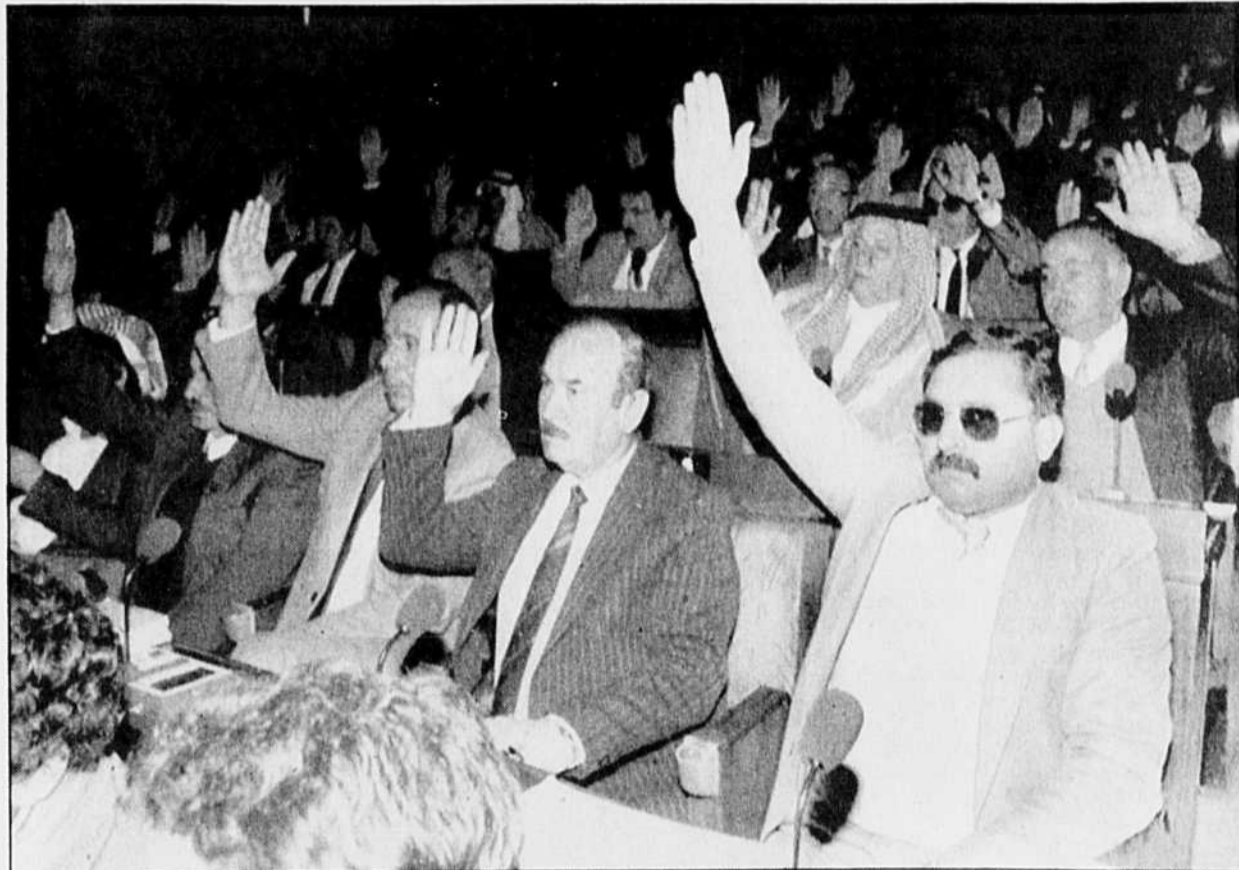
Mulroney pense que c'est maintenant à Saddam de jouer. Page A-2

der la 19e province ».

Hier soir, le Conseil de sécurité devait se réunir pour entendre le rapport de la mission du secrétaire général des Nations unies, Javier Perez de Cuellar, qui revenait d'un séjour en Irak et en Europe. Une dernière initiative de la France hier soir a été rejetée par les États-Unis.

La France proposerait un plan en six points pour tenter de trouver une solution pacifique à la crise du Golfe.

Le plan français prévoit de lancer un ultime appel à la paix, invite l'Irak à annoncer son intention de se retirer du Koweït et de commencer à l'effectuer, demande à l'ONU de contrôler ce retrait irakien et de déployer des casques bleus arabes, propose une garantie de non-agression à l'Irak, prévoit de prendre toutes les mesures nécessaires pour consolider le processus de règlement pacifique, et enfin s'engage à oeuvrer pour traiter tous les autres problèmes de la région.



Les 250 membres du Parlement irakien ont voté hier les pleins pouvoirs au président Saddam Hussein pour qu'il prenne les moyens nécessaires à la défense de l'Irak.

Dans un vote à l'unanimité et par acclamation, qui équivalait à une déclaration de guerre, les 250 députés ont approuvé la politique que le président avait une nouvelle fois définie hier à l'aube excluant toute concession concernant le Koweït.

Recevant dans l'après-midi à Bag-

dad le président de l'OLP, Yasser Arafat, Saddam Hussein a déclaré que son armée était « déterminée et capable d'écraser l'agression ».

À Paris, au cours d'une escale hier sur le chemin du retour de Bagdad où il s'était entretenu sans succès la veille avec le chef de l'État irakien,

M. Perez de Cuellar a déclaré qu'il ne voyait désormais guère de perspectives pour la diplomatie.

« Je ne vois pas de raison d'être optimiste. Je ne vois pas de raison d'avoir plus d'espoir que le jour où je suis parti », a-t-il déclaré après s'être entretenu avec le président François

Mitterrand.

« J'ai fait ce que j'avais à faire », a déclaré Javier Perez de Cuellar à son retour à New York. Mais aux journalistes qui lui demandaient s'il avait perdu espoir, il a répondu : « D'une certaine façon, oui ».

Il a qualifié sa rencontre avec Saddam Hussein de « polie mais malheureusement infructueuse » et ajouté qu'il était peut-être trop tard pour engager de nouveaux efforts.

À Bruxelles où ils étaient rassem-

Les hôpitaux du Golfe ne pourront rien contre l'arme chimique.. Page A-2

blés hier en session extraordinaire, les ministres des Affaires étrangères de la CEE ont décidé, à la demande de Javier Perez de Cuellar, de ne pas envoyer de mission à Bagdad. Ils ont en outre découragé les initiatives individuelles et sont convenus de prendre contact avec Yasser Arafat, président de l'OLP.

« Les Douze ont décidé à l'unanimité de ne pas envoyer de mission à Bagdad », a déclaré un diplomate italien. Selon un diplomate portugais, la France a accepté de ne pas envoyer d'émissaire dans la capitale irakienne.

Les ministres ont estimé que le Conseil de sécurité de l'ONU était désormais seul maître du jeu.

Une déclaration commune des Douze a chargé Jacques Poos, chef de la diplomatie luxembourgeoise, de rester en contact avec toutes les parties concernées et de rencontrer Yasser Arafat, qui a proposé un re-

Voir page A-4: L'Irak

La guerre, la guerre

La planète connaîtra-t-elle, ce soir à minuit, la première vraie guerre mondiale depuis 1945 ? Alors que le monde retient son souffle, les scénarios les plus divers circulent. Ancien officier français, Hubert de Beaufort propose un scénario de guerre-éclair de 36 heures, tandis que Gilles Kepel analyse la stratégie islamique de Saddam Hussein (page B-5). François Brousseau et Josée Boileau proposent pour leur part un dossier (page B-1) sur le débat entre les pacifistes et les « réalistes » d'ici. Pour ou contre l'engagement canadien dans le Golfe ?

Cahier B

SOMMAIRE

Éditorial

Au moment où il se remet en selle, des défis pressants et de tous ordres attendent le premier ministre du Québec. Mais les plus urgents sont certes de nature économique. Le gouvernement doit vite contribuer à relancer l'économie. Un éditorial de Gilles Lesage. Page A-8

Pavlov élu premier ministre de l'URSS

L'économiste Valentin Pavlov est élu au poste de premier ministre de l'URSS par le Soviet suprême sur proposition de Mikhaïl Gorbatchev. Il remplace Nikolai Rijkov. Page A-7

La BdeM s'associe à la Sun Life

La Banque de Montréal vient de prendre les devants en matière de services fiduciaires en s'associant avec Fiducie Sun Life et proposera des services fiduciaires dont le nombre pourrait éventuellement varier. Page A-5

Les marchés sont nerveux

Envolée des prix pétroliers, chute des Bourses et remontée du dollar : la plus grande nervosité a régné hier sur les marchés financiers où l'on se montre de plus en plus pessimiste sur les chances d'éviter une guerre dans le Golfe. Page A-5

GATT : tentative de redémarrage

Le directeur général du GATT Arthur Dunkel fera prudemment le point, aujourd'hui à Genève, sur les possibilités de relancer l'Uruguay Round après cinq semaines d'inactivité, lors d'une brève réunion informelle qui constituera le premier contact collectif entre les délégations depuis l'échec de la conférence de Bruxelles. Page A-5

Les gens d'affaires du Québec ont perdu confiance en Ottawa

Claude Turcotte

LES membres du Conseil du patronat du Québec (CPQ) ont pratiquement perdu toute confiance dans le climat politique canadien et dans la capacité du gouvernement fédéral de gérer d'importants dossiers sans sombrer dans une mer de problèmes. Les dirigeants d'entreprises se montrent moins sévères envers le Québec, mais la confiance à l'endroit du gouvernement est à la baisse également, particulièrement à cause de l'absence prolongée du premier ministre.

Ce sont là de façon très marquée les impressions qui se dégagent du sondage semestriel effectué à la fin de 1990 par le CPQ et auquel ont répondu les dirigeants de 198 entreprises du Québec employant plus de 230 000 travailleurs. Personne n'accorde la mention « très bonne » au contexte politique canadien et seulement 2 % donne une évaluation « bonne ». En revanche, 58 % considèrent que le contexte politique canadien est mauvais et un autre groupe de 20 % dit qu'il est très mauvais; seulement 20 % l'estiment passable.

Voir page A-4: Les gens

Jean-Paul L'Allier souhaite un référendum hâtif sur l'indépendance

Michel Venne

de notre bureau de Québec

LE MAIRE de Québec, M. Jean-Paul L'Allier, souhaite la tenue d'un référendum rapidement après la fin des travaux de la Commission Bélanger-Campeau, un référendum par lequel la population donnerait au gouvernement le mandat de faire l'indépendance si les négociations sur un Canada nouveau échouent.

« A moins que le Québec ne se reconnaisse massivement le droit de sortir, il ne pourra pas négocier », a-t-il soutenu dans une entrevue récente au DEVOIR dont un compte rendu complet sera publié plus tard cette semaine.

Même s'il ne faut pas avoir peur de changer de véhicule politique », le Québec n'est « pas obligé de sortir du Canada » pour obtenir ce qu'il veut, affirme toutefois le politicien de 52 ans. Le Québec, selon lui, serait tout

à fait à l'aise par exemple dans une confédération qui lui reconnaîtrait un statut de « partenaire égal » qui a « tous les moyens de se développer ».

C'est la première fois que le maire de Québec, ancien ministre sous Robert Bourassa de 1970 à 1976 et partisan du « oui » en 1980, se prononce clairement dans le débat constitutionnel depuis l'échec de l'accord du lac Meech. Son homologue de la métropole, M. Jean Doré, comparait ce matin même devant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, dont les audiences reprennent à Montréal.

Lors de ce référendum hâtif, la population serait appelée à donner au gouvernement le mandat de négocier avec le reste du pays une nouvelle forme de cohabitation dont la structure pourrait être celle d'une confédération décentralisée. La question serait assortie d'une proposition selon laquelle, en cas d'échec

Voir page A-4: L'Allier

La Lettonie se barricade

L'Occident menace Moscou de sanctions

d'après Reuter et AFP

RIGA — Le gouvernement letton a entamé hier soir une réunion de crise en déclarant s'attendre à une prochaine intervention de l'armée soviétique et à une tentative du Parti communiste de le renverser.

Par ailleurs, la communauté internationale a vigoureusement condamné l'intervention soviétique en Lituanie et plusieurs pays occidentaux ont menacé d'imposer des sanctions économiques à l'URSS.

« Je suis convaincu qu'une attaque aura lieu demain (...) C'est la fin de la démocratie », a déclaré le ministre letton des Affaires gouvernementales, Karlis Līcis.

Le général Fiodor Kouzmine, commandant des forces soviétiques

dans les pays baltes, a demandé à la Lettonie de se soumettre au pouvoir central et a réclamé que les douaniers lettons et les troupes du ministère de l'Intérieur soient désarmées.

Des barricades ont été érigées dans Riga et des véhicules placés en travers des rues pour empêcher le passage des chars soviétiques.

Des centaines de Lettons ont commencé à se rassembler sous la neige devant le Parlement, alors que les dirigeants de la république préparaient un appel demandant à la communauté internationale de les soutenir en cas d'intervention de Moscou.

Le projet d'appel indique que le gouvernement letton est en possession d'une information selon laquelle

un tentative de coup d'État serait lancée sous 24 ou 48 heures.

Selon des responsables, les déclarations de l'armée et du petit Parti communiste pro-soviétique rappellent celles faites en Lituanie avant le coup de force qui a fait 14 morts le week-end dernier.

« Au nom des milliers de soldats, je propose le rétablissement des lois de la Constitution soviétique et de la république socialiste soviétique lettonne », a déclaré le général Kouzmine lors d'une réunion avec le gouvernement.

Un secrétaire du Parti communiste, Ojars Potreki, a réclamé la dissolution du gouvernement et du Parlement. Il a ajouté qu'un grand ras-

Voir page A-4: La Lettonie



Les habitants de Riga, la capitale lettonne, ont érigé hier des barricades et placé des véhicules en travers des rues pour empêcher le passage des chars soviétiques. Le gouvernement letton a entamé hier soir une réunion de crise en déclarant s'attendre à une prochaine intervention de l'armée soviétique.

Un été, un enfant

SOUS LA DIRECTION DE PAUL-ANDRÉ COMEAU

ALICE PARIZEAU
JEAN O'NEIL
FRANCINE D'AMOUR
JEAN ÉTHIER-BLAIS
ALAIN PONTAULT
ARLETTE COUSTURE
GILLES ARCHAMBAULT
GUY BOULZON
ROBERT LÉVESQUE
DANY LAFERRIÈRE
YVES BEAUCHEMIN
PAUL-ANDRÉ COMEAU

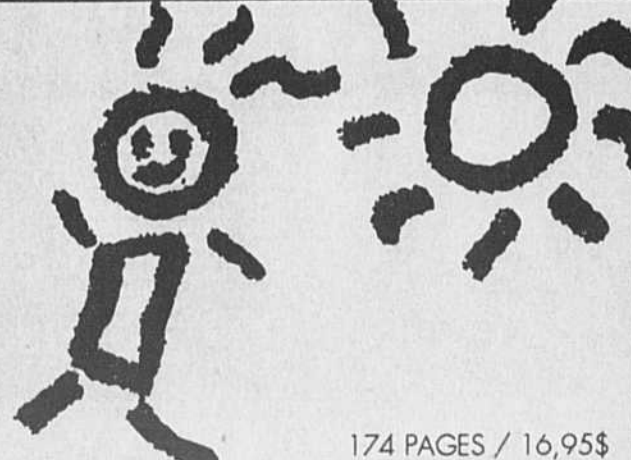
LES DROITS D'AUTEURS SONT VERSÉS À LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DE LA SCLÉROSE EN PLAQUES

SOUS LA DIRECTION DE PAUL-ANDRÉ COMEAU

ALICE PARIZEAU
JEAN O'NEIL
FRANCINE D'AMOUR
JEAN ÉTHIER-BLAIS
ALAIN PONTAULT
ARLETTE COUSTURE
GILLES ARCHAMBAULT
GUY BOULZON
ROBERT LÉVESQUE
DANY LAFERRIÈRE
YVES BEAUCHEMIN
PAUL-ANDRÉ COMEAU

FRANCINE D'AMOUR
JEAN ÉTHIER-BLAIS
ALAIN PONTAULT
ARLETTE COUSTURE
GILLES ARCHAMBAULT

GUY BOULZON
ROBERT LÉVESQUE
DANY LAFERRIÈRE
YVES BEAUCHEMIN
PAUL-ANDRÉ COMEAU



QUÉBEC/AMÉRIQUE - LE DEVOIR

174 PAGES / 16,95\$

EN BREF...

Le général Allard vertement dénoncé

LE MINISTRE des Communautés culturelles et de l'Immigration par intérim, Normand Cherry, trouve inadmissibles les propos du général Jean-V. Allard, ancien chef des Forces armées canadiennes, qui a déclaré ce week-end à la Presse canadienne que les Arabes étaient tous des « fanatiques » et des « bandits ». Invitant à dénoncer les propos de l'ex-général, M. Cherry a ajouté qu'il est « inadmissible qu'on impute tous les tenants et aboutissements d'une crise à des tares et à des défauts qu'on attribue sans procès à des peuples entiers ». Réaction similaire pour Fatima Houada-Pépin, du Centre maghrébin de recherche et d'information de Montréal, qui qualifie cette déclaration du général d'« extrêmement grave, dangereuse, fondamentalement raciste, venant d'un homme qui a occupé une position d'autorité dans le gouvernement fédéral ». Mme Houada-Pépin espère que le gouvernement va se dissocier d'une telle déclaration qui, ajoute-t-elle, « des effets désastreux sur l'image de la communauté et sur sa perception, en créant une association entre Hussein et l'ensemble des Arabes et des musulmans ».

Une guerre illégale ?

QUÉBEC (PC) — La Coalition pour la paix et le désarmement de la région de Québec estime que le gouvernement canadien agit dans l'illégalité en s'impliquant, sans consulter la population, dans le conflit du golfe Persique. Au cours d'une rencontre avec M. Jean-Marie Beaudet, le chef de cabinet du député fédéral Gilles Loiselle, dans sa circonscription de Langelier, hier, la Coalition a proposé que le Canada adopte une politique extérieure caractérisée par la conciliation et la négociation comme moyens de résoudre les conflits, « seule politique valable à long terme ». Dans un communiqué remis à l'occasion de cette manifestation, le regroupement pacifiste a demandé au gouvernement canadien, et plus particulièrement aux députés et ministres fédéraux, de s'opposer à toute politique extérieure qui privilégie le recours à la force, d'appliquer de façon rigoureuse les pressions économiques contre l'Irak et d'endosser le projet de tenir une conférence internationale sur les problèmes du Moyen-Orient.

Une bière par jour à 700 soldats

CANADA DRY ONE, Qatar (PC) — Les bases canadiennes au Qatar — Canada Dry One et Canada Dry Two (littéralement: Canada Sec Un et Canada Sec Deux) — ne feront peut-être plus honneur à leurs noms bientôt. Le colonel Roméo Lalonde, chef des opérations du contingent aérien canadien au Qatar, a déclaré hier qu'il songe à allouer à ses 700 soldats une ration d'une bière par jour pour apaiser leur soif. Cette ration semble-t-elle maigre et cruelle ? Eh bien, pensez un peu à la ration présente — pas de bière, pas de boisson alcoolique, un point c'est tout. « Nous avons fait ce qu'il fallait pour changer ça à l'avenir, a lancé M. Lalonde, sur un ton plutôt sérieux. Cependant, ce sera très contrôlé... » Au Qatar, une société musulmane stricte, il n'est pas permis de consommer de l'alcool. Mais les étrangers qui y résident de façon permanente peuvent obtenir un permis de l'ambassade britannique pour acheter l'équivalent d'environ 150 \$ CAN de boissons alcoolisées par mois. Pendant que la proposition du colonel Lalonde est examinée par les autorités du Qatar et l'ambassade britannique, les soldats canadiens rêvent d'un produit liquide, carbonaté et jaunâtre...

Un organisme de l'ONU à Toronto

TORONTO (PC) — La ville de Toronto a été choisie comme siège du Conseil international pour les initiatives locales en environnement, un nouvel organisme des Nations unies. Le Conseil, le premier à réunir les gouvernements municipaux de la planète dans un même forum sur l'environnement, ouvrira ses portes en septembre prochain, a annoncé le maire de Toronto Art Eggleton, hier. Outil de coopération dans le domaine de l'environnement, le Conseil permettra aux gouvernements municipaux de se faire entendre au sein des Nations unies. Les villes de Fribourg et Berlin, en Allemagne, et Miami, aux États-Unis, étaient également en lice pour l'obtention du siège.

Boulerice a des cartes d'affaires en braille

QUÉBEC (PC) — Le député de Sainte-Marie/Saint-Jacques, André Boulerice, possède maintenant des cartes d'affaires en braille à l'intention de ses électeurs handicapés visuellement. « J'ai l'intention de suggérer au Bureau de l'Assemblée nationale d'en faire faire pour tous les députés », a indiqué hier M. Boulerice. C'est en visitant un club de l'Age d'or de sa circonscription du centre-ville de Montréal que M. Boulerice a été conquis par l'idée de faire fabriquer de telles cartes. Le club d'ainés en question comptait plusieurs handicapés visuels. Selon le député, il importe que tous les Québécois, quel que soit leur handicap physique, puissent avoir accès le plus facilement possible à leur représentant élu.

La Cour suprême US bannit les mitrailleuses

WASHINGTON (AFP) — La Cour suprême des États-Unis a affirmé hier que les Américains n'ont pas de droit constitutionnel de posséder des mitrailleuses. Sa décision a aussitôt été contestée par la puissante Association des porteurs d'armes (NRA) qui a déclaré qu'il s'agissait de « la première interdiction de posséder des armes à feu de l'histoire des États-Unis pour un citoyen respectueux des lois ». La Cour a confirmé de précédents jugements d'instances inférieures selon lesquels une loi votée en 1986 par le Congrès interdisait la possession ou le transfert de mitrailleuses. Les avocats de la NRA, représentant un collectionneur d'armes de Géorgie, avaient soutenu que les cours d'appel avaient interprété de manière erronée la loi fédérale de 1986. Ils avaient aussi souligné qu'une telle interdiction violait le second amendement sur le droit « de garder et de porter des armes ».

Les parents des victimes de Poly pourraient témoigner devant le comité fédéral

OTTAWA (PC) — Le comité parlementaire chargé d'étudier le projet de loi sur les armes à feu pourrait revenir sur sa décision et permettre aux parents des victimes de la tuerie de la Polytechnique de Montréal de témoigner. Le président du comité, le député conservateur John Reimer, a en effet déclaré que le comité devait se réunir à ce sujet à huis clos hier soir, à la suite de la demande d'un groupe de parents de Montréal et de sept autres groupes. M. Reimer a précisé que le comité avait décidé ultérieurement de clore ses audiences demain pour pouvoir entamer la rédaction du rapport qu'il doit soumettre au Parlement en février. Il a ajouté que le comité avait dit non à une vingtaine de groupes qui désiraient comparaître devant le comité pour cette raison. De toute façon, a-t-il expliqué au cours d'une courte entrevue, le comité a déjà entendu plusieurs témoins qui ont exprimé un point de vue semblable à celui qu'aurait probablement exprimé les parents de Montréal. Aucun des parents des 14 victimes tuées par Marc Lépine en décembre 1989 à l'École Polytechnique de Montréal n'a comparu devant le comité. Les étudiants de la Polytechnique, ainsi que des représentants de la faculté d'ingénierie ont toutefois présenté un excellent mémoire, a insisté M. Reimer. Ils avaient lancé un fervent plaidoyer en faveur du contrôle accru des armes à feu.

DANS LE GOLFE

Aucun système ne pourra traiter tant de victimes après une attaque chimique ou bactériologique

Isabelle Paré

SI LES CIVILS des pays limitrophes au Koweït peuvent compter sur des hôpitaux modernes, bien préparés à la guerre, aucun système ne pourra faire face au déluge de blessés qu'entraînerait une attaque chimique ou bactériologique.

C'est la conclusion que tire le Dr David Mulder, chirurgien en chef de l'Hôpital général de Montréal et traumatologue de renommée mondiale, au terme d'une mission médicale effectuée dans trois pays de la péninsule arabique.

À la demande de la fondation Marcus, le Dr Mulder s'est rendu dans la région du Golfe en compagnie d'une équipe de chirurgiens pour évaluer la capacité des hôpitaux civils locaux à traiter des blessés de guerre, dont les polytraumatisés. L'équipe médicale avait aussi pour mission de dispenser des cours de « survie » en traumatologie aux chirurgiens locaux.

Après la visite de 10 hôpitaux des Émirats arabes unis (EAU) et d'un hôpital du sultanat d'Oman, le Dr Mulder estime qu'en général, « l'état

de préparation du réseau hospitalier est très satisfaisant ». Certains hôpitaux visités n'auraient même rien à envier aux grands centres nord-américains, insiste-t-il.

« Tous les pays ont un plan pour organiser les centres de traumatologie. Il faut comprendre que ces pays sont très riches et possèdent des scanners, des équipements de radiographie très sophistiqués. D'après nous, il y a un nombre raisonnable de lits pour faire face à un désastre majeur ».

Par contre, ce survol du milieu médical a démontré que les hôpitaux civils sont très peu outillés pour traiter des personnes victimes d'une attaque chimique ou bactériologique.

« Sincèrement, je crois qu'aucun système ne pourrait faire face à des blessures de cette ampleur. Et si cette situation devait se présenter, un nombre important de blessés mourrait instantanément », affirme le Dr Mulder.

Les hôpitaux sont conscients des risques d'une attaque chimique, mais ne disposent qu'en très petite quantité de remèdes existants, tel l'antidote HI-6 distribué aux militaires canadiens postés au Qatar. Par ail-

leurs, des masques à gaz ont été distribués à environ 70 % de la population des Émirats arabes unis, selon le Dr Mulder.

« Mais parmi les gens exposés, il n'y aura pas de survivants. Même chez les militaires, équipés de masques et d'uniformes, les pertes en cas d'attaque chimique seront grandes », prédit l'éminent chirurgien.

Selon le Dr Mulder, les EAU disposent de 2000 lits, dont 1600 à 1800 pourraient être réservés aux victimes civiles d'un conflit armé. L'unité de soins aux grands brûlés compte 20 lits, mais sa capacité pourrait être portée à 1000 lits, ajoute-t-il. D'après les membres d'une autre mission médicale, l'état de préparation des hôpitaux en Arabie saoudite ne serait pas aussi avancé.

Selon le ministère de la Défense américaine, le conflit du golfe Persique pourrait occasionner jusqu'à 2000 blessés à l'heure au sein des troupes. On ignore toutefois combien de blessés pourraient faire cette guerre chez les civils, souligne le chirurgien en chef de l'Hôpital général.

Mais dès à présent, dit-il, on sait que les blessures par balles seront

les plus communes, et les traumatismes divers. En cas d'exposition à des gaz chimiques, les blessures aux poumons et les brûlures seront dévastatrices, poursuit-il.

Au terme de cette mission de six jours, écourtée et rendue difficile par les différences religieuses et morales qui prévalent dans la péninsule arabique, 32 chirurgiens, en majorité des femmes, ont pu être entraînés au lieu des 1000 prévus.

Cet entraînement intensif en traumatologie n'a jamais été mis à l'épreuve en temps de guerre, mais il s'est montré très efficace dans des villes comme Miami, où des personnes sont fréquemment dirigées à l'hôpital avec 7 ou 8 balles dans le corps, affirme le Dr Mulder.

Autre ombre au tableau, les hôpitaux de la région seraient aussi très peu protégés contre d'éventuelles attaques aériennes. « Là-bas, la plus grande crainte est justement que l'hôpital le mieux équipé des Émirats soit situé à côté des premiers sites stratégiques qui seront attaqués par l'ennemi. Mais même dans les guerres les plus sales, espère-t-il, on a jusqu'ici évité les hôpitaux ».

L'initiative revient à Hussein, concluent Baker et Mulroney

Manon Cornellier
de la Presse Canadienne

OTTAWA — Moins de 24 heures avant l'échéance de l'ultimatum de l'ONU, l'initiative d'une solution pacifique à la crise du Golfe revient au président irakien Saddam Hussein, ont déclaré hier matin le premier ministre Brian Mulroney et le secrétaire d'État américain James Baker.

Le secrétaire d'État était à Ottawa pour faire le point avec M. Mulroney sur sa tournée des capitales européennes et des pays du Golfe à la suite de l'échec de sa rencontre, mercredi dernier, avec le ministre irakien des Affaires étrangères.

« C'est à Saddam Hussein maintenant de choisir. S'il veut éviter la guerre, il doit retirer son armée du Koweït », a dit M. Mulroney. « Alors que le compte à rebours est commencé, les États-Unis espèrent qu'il y aura une opportunité de résoudre cette crise pacifiquement et politiquement. Mais cette initiative doit maintenant venir de Bagdad », a renchéri M. Baker.

MM. Baker et Mulroney n'ont pas hésité à dire que la situation dans le Golfe s'était détériorée avec l'échec de la mission du secrétaire général des Nations unies Javier Perez de Cuellar.

« Ceci était peut-être notre dernier espoir pour une solution diplomatique à la crise », a dit M. Mulroney. M. Baker a dit partager sa déception. M. Mulroney a indiqué que le Canada encouragerait la recherche d'une solution pacifique jusqu'à la dernière minute et qu'aucune avenue ne devait être négligée.

Toutefois, il a ajouté que l'attitude du président Hussein à l'égard de M. Perez de Cuellar n'inspirait pas confiance. Malgré cela, M. Mulroney a évité d'utiliser un ton belliqueux et s'est même montré conciliant.

« Avant l'expiration de la pause pour la paix, nous demandons un signe comme quoi l'Irak a l'intention de respecter totalement toutes les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. On reconnaît qu'il serait peut-être impossible de tout accomplir au cours des heures qui restent. Du point de vue canadien, nous croyons que l'intention de respecter les résolutions des Nations unies doit être transmise aux Nations unies pour éviter les conséquences qui découleraient d'un refus de s'y soumettre », a précisé M. Mulroney.

M. Baker n'a pas voulu de son côté préciser ce que devrait faire l'Irak pour éviter une guerre. Il s'est con-

tenté de demander à nouveau le retrait de l'armée irakienne du Koweït. Mais lui aussi a dit espérer une solution pacifique de dernière heure.

La résolution adoptée le 29 novembre par l'ONU permet, après le 15 janvier, l'utilisation de tous les moyens nécessaires, y compris la force, pour mettre fin à l'occupation du Koweït par l'Irak.

D'autre part, M. Baker a affirmé que son voyage lui avait permis de constater que la coalition internationale contre l'Irak était solidaire. « Je suis satisfait, a-t-il dit, de voir que la coalition est tout à fait prête politiquement, économiquement et militairement pour faire face à toutes les possibilités alors que l'heure limite approche ».

M. Mulroney a ajouté qu'il envisagerait l'hypothèse de l'usage de la force uniquement si aucune solution pacifique n'était trouvée une fois passée l'heure limite, soit à minuit ce soir, heure normale de l'Est. Le Canada ne ferait pas faux bond aux Nations unies, a-t-il promis.

Cette possibilité sera débattue aujourd'hui par les parlementaires canadiens qui ont été convoqués d'urgence en fin de semaine. M. Mulroney lancera le débat ce matin. Mais il a été devancé hier soir par son secrétaire d'État aux Affaires extérieures Joe Clark qui comparait devant le comité des finances du Sénat.

M. Clark a fait un vibrant plaidoyer en faveur du respect du droit international et de la nécessité, face à l'intransigence irakienne, de le faire valoir par la force. À son avis, la question est de préserver l'ordre international que défend une Organisation des Nations unies enfin ragillardie par la fin de la guerre froide.

Le gouvernement fera face toutefois à une opposition en règle des libéraux. Leur chef Jean Chrétien a expliqué hier que son parti allait demander le rappel des troupes canadiennes du Golfe si une guerre éclate.

Privilégiant un recours aux sanctions économiques, il refuse de voir le Canada impliqué dans une guerre si elle ne se fait pas sous le drapeau des Nations unies.

Il s'en est aussi pris à la motion du gouvernement qui demande de réaffirmer le soutien du Canada aux efforts des Nations unies. Il aurait préféré que les députés se prononcent directement sur la participation ou non du Canada à une guerre et il a souhaité que le vote ait lieu avant l'expiration de l'ultimatum des Nations unies.



James Baker et Brian Mulroney ont rencontré les médias, hier, après leur rencontre.



Un véhicule de la GRC assurait hier la surveillance de l'ambassade irakienne, à Ottawa.

TPS
INCLUSE? NON-INCLUSE?

Certains prix comprennent déjà la TPS, mais la plupart du temps, elle sera ajoutée au montant de vos achats.

Avant d'acheter, consultez les affiches en magasin ou bien demandez. Si la TPS est incluse, c'est qu'elle est déjà comprise dans le prix étiqueté. Si la TPS est non-incluse, c'est qu'elle sera ajoutée à la caisse.

La TPS ajoutée au prix ou la TPS comprise dans le prix. C'est important de faire la différence.

Si vous avez d'autres questions à propos de la TPS et les prix, un coup de fil et tout s'explique. Appelez-nous sans frais du lundi au vendredi entre 9 h et 21 h.

Bureau d'information
des consommateurs sur la TPS
1-800-668-0999

Government of Canada / Gouvernement du Canada

Canada

Un parlementaire européen admet que le vote pro-Mohawks était précipité

Caroline Montpetit

LE PRÉSIDENT du groupe de parlementaires européens venus enquêter sur la situation des Mohawks, M. Guy de Vries, a admis hier qu'il aurait préféré que son organisme attende avant de passer la résolution de blâme contre le gouvernement du Canada, dans le cadre de la crise autochtone le 13 septembre dernier.

Les membres de la délégation du Parlement européen ont rencontré hier les ministres québécois des Affaires internationales et des Affaires autochtones, MM. John Ciaccia et Christos Sirros, dans le cadre d'une session d'information d'une durée d'une semaine, au cours de laquelle ils rencontreront également le ministre fédéral des Affaires indiennes Tom Siddon, les Mohawks de Kahnawake et de Kanesatake, l'Assemblée des Premières Nations et la Commission canadienne des droits de la personne.

De son côté, le ministre délégué aux Affaires internationales, John Ciaccia, a déclaré avoir veillé hier à rétablir les faits auprès de la délégation parlementaire quant au déroulement des événements survenus à Oka au mois de juillet dernier.

M. Ciaccia a fait notamment référence à un article paru dans le journal *Le Monde*, stipulant qu'un Amérindien, plutôt qu'un policier, avait été tué le 11 juillet à Oka. M. Ciaccia a également tenu à démentir l'information selon laquelle les gouvernements du Québec et du Canada auraient exproprié les Mohawks pour construire un terrain de golf à Oka.

Le texte de la résolution du Parlement européen faisait en effet mention « de la confiscation injuste de terres par les autorités du Québec pour agrandir un terrain de golf ».

« Nous leur avons expliqué qu'il ne s'agissait pas d'expropriation, au sens où on l'entend, c'est-à-dire le fait d'enlever les terres à quelqu'un », a précisé M. Ciaccia.

« Nous avons beaucoup appris au cours de notre visite ici et nous avons encore quelques jours devant nous », a précisé pour sa part Mary Banotti, députée d'Irlande au Parlement européen.

L'auteur de la résolution du 13 septembre à Strasbourg, M. Wilfrid Tiekamp, n'était pas présent lors de la réunion d'hier, et il devrait avoir rejoint le groupe aujourd'hui.

M. Ciaccia a également précisé que la délégation avait exprimé des

doutes quant aux respects des droits fondamentaux des autochtones au cours des hostilités de l'été dernier.

« Nous leur avons dit que nous avions voulu, d'abord et avant tout, éviter la flambée de violence », a-t-il déclaré aux journalistes.

Seulement une cinquantaine de parlementaires présents aux discussions avaient voté le 13 septembre cette résolution sur une possibilité de quelque 500.

Le ministre des Affaires internationales estime par ailleurs que cette résolution du Parlement européen n'a pas eu de conséquences pour le Québec au plan international.

La délégation, qui doit se rendre à Kanesatake et à Ottawa aujourd'hui, reviendra en mai prochain, dans le cadre d'une rencontre interparlementaire avec le gouvernement du Canada.



John Ciaccia et Christos Sirros ont défendu la position du Québec hier, face aux députés européens.

Mobutu confirme le transfert du sommet francophone

PARIS (AFP) — Le président zaïrois Mobutu Sese Seko a qualifié de « diktat » les pressions canadiennes pour empêcher que le prochain sommet de la francophonie se tienne à Kinshasa.

« Il s'agit d'un véritable diktat », a-t-il déclaré à la presse à l'issue d'un entretien avec le président français François Mitterrand, critiquant aussi l'attitude de la Belgique.

Le président zaïrois a confirmé qu'il avait accepté que le sommet se tienne en octobre prochain en France et en 1993 à Kinshasa.

M. Mobutu a rappelé que lors du sommet francophone de Dakar tous les pays membres s'étaient prononcés pour Kinshasa, réfutant les accusations de violation des droits de l'homme invoquées par le Canada et la Belgique pour menacer de boycotter le prochain sommet francophone s'il se tenait dans cette capitale.

La SQ veut acheter trois chars d'assaut

Maurice Girard
de la Presse Canadienne

NEW YORK — Pour mieux répondre aux situations d'insurrection appréhendées comme la révolte amérindienne l'été dernier, la Sûreté du Québec (SQ) a décidé d'accroître la qualité et l'efficacité de son matériel d'intervention.

Deux agents de la SQ se sont rendus la semaine dernière dans une ville américaine où ils ont entrepris des démarches en vue de l'acquisition de trois chars d'assaut.

Selon les informations recueillies, la SQ relancerait des tanks de type Leopard, véhicule amphibie capable de déloger rapidement des barrières routières comme celui établi l'été dernier sur le pont Mercier, sur la rive sud de Montréal. Pour le plus important corps policier de la province, l'achat de tanks coûterait, à raison de 800 000 \$ pièce, près de 2,5 millions \$.

Les démarches entreprises seraient, selon une source, passablement avancées. Aux États-Unis, on peut se procurer un tank lors des nombreuses foires sur l'armement ou directement du fabricant.

Différent d'un véhicule blindé à chenille, le tank Leopard est d'une redoutable efficacité. Il bonifierait le

parc automobile de la SQ, qui ne possède pour l'instant qu'un véhicule blindé d'une efficacité douteuse, faisait-on savoir hier au quartier général de la police à Montréal. L'entrée en action de ce type d'engin permettrait d'éliminer les obstacles et de dégager les voies de circulation paralysées par des manifestants.

Étonné que ce secret ait déjà fait l'objet de fuites, le président de l'Association des policiers provinciaux du Québec a confirmé hier, après bien des hésitations, les renseignements obtenus de source indépendante par la PC. « Ce que vous dites est exact, ce sont les renseignements qui m'ont été communiqués », a dit M. Jocelyn Turcotte.

Sans se prononcer sur le choix des autorités, le président de l'association rappelle les multiples interventions faites dans le passé par le syndicat pour améliorer l'équipement de ses membres et éviter le plus possible les dégâts matériels et, plus grave encore, les pertes de vie comme cela s'est produit l'été dernier au début de la crise amérindienne.

« Étant donné notre mission, ça fait longtemps que notre association réclame de l'équipement pour réagir en temps de crise. Comme la crise

amérindienne semble s'éterniser ou se répéter, il nous faut de l'équipement blindé de meilleure qualité, pas seulement des véhicules de patrouille », inefficaces et que les insurgés peuvent utiliser, après s'en être emparés, comme éléments de barricade, comme on l'a vu l'été dernier.

À la direction de la SQ, un porte-parole de la direction a cherché à minimiser la nature de la nouvelle, qu'il confirme cependant dans ses grandes lignes. M. Pierre Lemarrier explique ainsi le travail des policiers-démarcheurs : « Depuis un certain temps, deux agents de la SQ se promènent aux États-Unis dans le but d'essayer certaines pièces d'équipement blindé, pour le transport ou l'utilisation humanitaire en vue d'un achat éventuel. Ce que nous avons ne suffit plus. On recherche tout le temps du nouvel équipement. À la différence que dans ce cas-ci, c'est un peu plus gros », a-t-il dit.

Le Leopard est si puissant que l'armée canadienne n'a pas jugé utile de s'en servir lors de la crise amérindienne. Ce sont surtout des véhicules Cougar et Grizzly qui ont alors été déployés. Ils sont conçus, comme les véhicules de transport M-113, pour l'intervention en zone urbaine, indiquait-on hier à la Défense nationale.

Les compressions à R.-C. : Cannon est optimiste mais Masse parle de faux espoirs

Marie Tison
de la Presse Canadienne

OTTAWA — Des hauts fonctionnaires fédéraux et québécois se penchent sur les compressions budgétaires à Radio-Canada au Québec.

Le ministre fédéral des Communications Marcel Masse et son homologue québécois Lawrence Cannon ont convenu hier de demander au Comité d'harmonisation des politiques de radiodiffusion d'examiner la gestion des services français de Radio-Canada au Québec.

Ce comité, constitué dans le cadre de l'entente Canada-Québec de concertation et d'harmonisation sur la radio-télévision francophone, est présidé par les sous-ministres des Communications des deux niveaux de gouvernement.

Dans un communiqué émis hier, immédiatement après sa rencontre avec M. Masse à Ottawa, M. Cannon a déclaré que les hauts fonctionnaires fédéraux et québécois allaient faire rapport dans les plus brefs délais.

M. Masse s'est montré moins pressé. « Ne partez pas avec l'idée que les choses vont ouvrir demain matin, a-t-il déclaré aux journalistes hier. Je ne veux pas donner de faux espoirs quant aux décisions à venir ».

M. Cannon a cependant affirmé que son homologue fédéral avait « démontré une sympathie face au dossier ».

Le ministre québécois s'était déplacé à Ottawa pour faire le point sur les compressions budgétaires à Radio-Canada et sur leurs conséquences au Québec.

La société de la Couronne a annoncé le 5 décembre dernier des coupures de l'ordre de 108 millions \$, entraînant notamment la fermeture des trois stations régionales de Sept-Îles, Matane et Rimouski.

En guise de compromis, la Coalition pour la survie de Radio-Canada dans l'Est a proposé de rétablir les services d'une seule station de télévision régionale de Radio-Canada dans l'Est du Québec.

M. Cannon considère cette proposition comme raisonnable, et l'a transmise au ministre fédéral. Il a profité de l'occasion pour rappeler à M. Masse la résolution unanime de l'Assemblée nationale demandant au gouvernement canadien et à Radio-Canada de revoir leur décision.

Il a ajouté que c'était toute la

question des services français de Radio-Canada qui méritait d'être revue.

Le ministre Masse a rappelé que le comité d'harmonisation avait justement pour rôle d'étudier ce genre de problème.

Il a ajouté qu'à l'instar d'un groupe du Bas-Saint-Laurent, plusieurs groupes à travers le pays s'étaient montrés intéressés à acquérir certaines stations locales abandonnées par Radio-Canada. Il a déclaré qu'il rencontrerait les dirigeants de la société d'État d'ici une quinzaine de jours pour en discuter.

Il a refusé d'émettre quelque opinion que ce soit à ce sujet avant de rencontrer Radio-Canada.

Les collèges et universités demandent à Ottawa de définir son rôle en éducation postsecondaire

Jean-Pierre Proulx

REPRENANT à son compte les termes du dernier rapport du vérificateur général du Canada, l'Association des universités et collèges (AUC) recommande au gouvernement fédéral d'adopter « une stratégie ou une approche fédérale en matière d'enseignement postsecondaire, y compris une définition claire du rôle du gouvernement fédéral en la matière ».

Cette stratégie, écrit l'AUC dans son « exposé prébudgétaire » au ministre des Finances publié hier, devrait « créer un environnement propice à l'élaboration par les intervenants d'une vision partagée quant aux façons de satisfaire aux objectifs planétaires, une vision que tous s'emploieront (ensuite) à concrétiser ».

Le vérificateur général fait, pour sa part, moins de circonlocutions. À son avis, le Secrétariat d'État devrait « établir une stratégie et une approche globale qui comprendraient l'élaboration d'objectifs nationaux précis et des politiques fédérales en matière d'enseignement postsecondaire ».

difficulté pour le fédéral d'entreprendre des consultations « sur ces objectifs nationaux puisque l'éducation est de compétence provinciale et que les paiements de transferts aux provinces pour l'enseignement supérieur sont inconditionnels ».

« Toutefois, poursuit-il, compte tenu des défis auxquels font face les systèmes d'enseignement postsecondaire, il existe un besoin réel pour l'établissement conjoint d'objectifs en matière d'économie et d'enseignement qui permettrait au Canada de développer ses ressources humaines pour l'avenir de façon adéquate ».

De son côté, l'AUC ne parle pas explicitement d'objectifs nationaux, mais, écrit-elle, la stratégie fédérale devrait « par exemple, intéresser les questions suivantes : la promotion de la mobilité des étudiants entre les universités, la création d'un « environnement favorable » à la recherche fondamentale, l'encouragement et la facilitation des transferts de connaissance et de technologie, la facilitation de l'acquisition de connaissances et de com-

pétences pour permettre aux citoyens « d'être concurrentiels dans l'économie mondiale ».

La stratégie fédérale, prévient toutefois l'AUC, « ne devrait pas essayer d'imposer l'uniformité aux provinces, pas plus qu'elle ne devrait comporter la moindre velléité de régenter les universités ou d'en faire des instruments de politique d'intérêt public pour traiter des problèmes et des exigences économiques à court terme ». Elle devrait plutôt favoriser la collaboration entre les provinces et les établissements d'enseignement.

Par ailleurs, l'AUC demande au gouvernement fédéral de « s'engager à réaliser une véritable réforme des programmes établis ». C'est en vertu de ces programmes que le fédéral verse aux provinces des crédits inconditionnels pour le financement de l'enseignement universitaire.

Au moment de son budget de 1990, le gouvernement fédéral a cherché à geler pour deux ans le montant accordé aux provinces dans le cadre de ces programmes et de réduire en-

suite le rythme des transferts au province.

Comme la loi n'a toujours pas été adoptée, l'AUC demande au fédéral d'y renoncer et de maintenir le statu quo tant que le système n'aura pas été réformé.

En matière de subventions à la recherche, l'AUC demande au fédéral d'abandonner « la stratégie de financement par subventions de contrepartie suivie depuis cinq ans » et d'« intégrer plutôt » aux budgets de base des conseils subventionnaires les fonds que ces conseils recevaient en vertu de la stratégie en question ».

En outre, recommande l'AUC, le gouvernement fédéral devrait, après avoir intégré les subventions de contrepartie, s'engager « à doubler ces budgets sur une période de trois ans ».

L'AUC, enfin, craint beaucoup que l'augmentation des frais de scolarité « empêche des étudiants qualifiés de poursuivre leurs études universitaires ». Elle recommande donc un ajustement en conséquence du régime fédéral d'aide aux étudiants.

Notaires et avocats en ont ras le bol

Sylvain Blanchard

COMPLÈTEMENT désabusés par l'attitude des représentants du gouvernement à la table de négociation, les 650 juristes de l'État québécois, sans contrat de travail depuis décembre 1988, exigent une fois de plus l'intervention du ministre de la Justice, Gil Rémillard, pour relancer les discussions.

Après avoir rejeté jeudi dernier les plus récentes offres du gouvernement, notaires, avocats et procureurs du gouvernement se disent maintenant convaincus que seule son intervention permettra la signature d'une nouvelle convention collective.

Depuis le début des moyens de pression il y a cinq mois, le ministre Rémillard n'a rencontré qu'une seule fois les représentants des syndicats, une absence souvent dénoncée par ces derniers qui jonglent depuis quelques jours avec l'idée de lui envoyer une longue pétition dans l'espoir qu'il se rapproche du dossier.

Impossible de savoir si M. Rémillard aura ou non un entretien prochainement avec les négociateurs syndicaux. À son bureau, on indique que quelques hauts fonctionnaires du ministère se réunissent ce matin pour faire le point sur le conflit, mais rien n'indique pour le moment que le Conseil du Trésor dévoilera les fonds nécessaires pour satisfaire les juristes.

Après avoir abandonné leur principale demande à la table de négociation (l'équité salariale avec leurs confrères d'Ottawa), les syndicats limitent aujourd'hui leurs revendications au maintien de la formule de calcul de leur masse salariale, formule que Québec veut modifier à la baisse et qui ferait perdre aux juristes plus de 600 000 \$ en 91, selon Marc Bergeron, leur porte-parole.

Il s'agit-là du coeur du litige. Pour le reste, on se dit prêt à accepter les hausses salariales déjà accordées dans le secteur public, soit 4 % en 89, 5,13 % en 90 et 4 % en 91.

« L'issue de nos négociations dépend du Conseil du Trésor, explique Marc Bergeron. Mais si Gil Rémillard n'est pas sensible à nos arguments, c'est évident que nous n'irons pas bien loin ».

« A moins de faire une grève ?
« C'est exclu pour le moment ».

La Commission B.-C. donnera aux jeunes l'occasion de débattre vraiment de l'avenir du Québec

Michel Venne
de notre bureau de Québec

LE FORUM sur les jeunes et l'avenir du Québec, organisé par la Commission Bélanger-Campeau la semaine prochaine, donnera l'occasion aux nouvelles générations de débattre vraiment de leurs visions d'avenir.

Contrairement aux autres groupes venus témoigner devant la Commission, qui ne pouvaient que répondre aux questions des commissaires après avoir présenté leur mémoire, les jeunes pourront échanger entre eux au cours d'un débat animé par un professionnel. L'événement sera diffusé en direct à la télévision.

Des représentants étudiants, des jeunes libéraux, des jeunes équités, souverainistes et fédéralistes, auront l'opportunité de se mesurer à leurs vis-à-vis dans un échange autour de la grande table du Salon rouge de l'Assemblée nationale, tandis que les commissaires seront assis à l'écart pour suivre les délibérations.

Le comité directeur de la Commission a confié à M. Gilles Châtillon le mandat d'animer la discussion. M. Châtillon oeuvre comme conseiller au développement et à la concerta-

tion dans l'entreprise privée. Il fut directeur général du Secrétariat permanent des conférences socio-économiques sous le gouvernement de René Lévesque de 1977 à 1983.

Ce débat ouvert se déroulera mercredi matin, mais le forum aura débuté la veille par la présentation des mémoires de chacun des représentants de 36 associations de jeunes et d'une demi-douzaine d'individus de moins de 30 ans qui ont soumis un mémoire dans les délais prévus.

Le forum se terminera mercredi après-midi par un échange entre les membres de la Commission, qui auront regagné leurs sièges, et les jeunes participants.

Parmi les groupes invités figurent la Commission Jeunesse du Parti li-

béral du Québec, le Comité national des jeunes du Parti québécois, l'Association Jeunesse du Parti Égalité, une fédération d'associations étudiantes, la Jeune Chambre de commerce de Montréal, le Jeune Barreau, de jeunes syndicalistes de la CSN, de jeunes autochtones et des représentants des maisons de jeunes du Québec.

Chassés de leur école par le vent du Grand Nord

Caroline Montpetit

Povungnituk, M. Aipitile Kenuayyak. Et tout le long de l'année, les étudiants attrapent des rhumes à cause des changements de température.

Au mois de mai 1990, l'ex-ministre québécois de l'Éducation, Claude Ryan, promettait à la population de Povungnituk une nouvelle école devant être construite l'été prochain. La réponse du Conseil du Trésor du Québec à cette requête était attendue à la fin d'octobre. Au lendemain des grands vents qui ont précédé les Fêtes, le gouvernement du Québec n'a toujours pas donné écho aux réclamations de l'administration de l'école. Selon son directeur, les conditions d'enseignement devraient être les mêmes dans tous les établissements scolaires du Québec.

« Tout ce que nous pouvons répondre, c'est que le ministre comprend la situation et que l'analyse du dossier suit son cours », répétait M. Marc-André Dionne, du cabinet du ministre québécois de l'Éducation, M. Michel Pagé.

Les habitations réservées à la vingtaine de professeurs blancs qui enseignent à l'école sont tout aussi désuètes, selon le directeur-adjoint et ancien professeur de l'école, M. Claude Vallières, les professeurs devant quitter l'école en plein milieu de la journée pour débloquer une plomberie gelée ou pour casser la glace dans la salle de bain, explique-t-il.

« Avant Noël, nous avons dû fermer l'école pendant cinq jours parce que les classes étaient inhabitables, explique le directeur de l'école de

LES 370 étudiants de l'école du village inuit de Povungnituk, au nord de la Baie d'Hudson, ont pu retourner hier matin sur les bancs d'école pour la première fois depuis l'ajournement des cours, une semaine avant Noël.

C'est que l'administration de l'école a décidé de recouvrir une partie des murs extérieurs de neige, de façon à prévenir l'effet du vent qui pénétre dans les salles de classe.

Depuis 1974, les conditions climatiques et la mauvaise isolation de cette école du Grand Nord du Québec font perdre plusieurs jours de classe chaque année aux étudiants de Povungnituk.

Par temps venteux, les salles de classes exposées au vent sont fermées, tandis que les locaux restants sont surchauffés par le système en place. Et malgré le règlement provincial voulant que tous les bâtiments scolaires soient pourvus d'un système d'égouts adéquat, les étudiants de Povungnituk ne disposent toujours que de sacs de plastique en guise de toilettes.

ÉCONOMISEUR D'ÉNERGIE.

Un simple coup de fil vous fera connaître des centaines de manières étonnamment faciles de réduire vos coûts d'énergie. Communiquez sans frais avec notre Service téléphonique Énergie, dès aujourd'hui.



Composez le 1-800-267-5166 et voyez comment on peut utiliser l'énergie au compte-gouttes. Par ATS*, téléimprimeur : 1-800-267-4248 (*Appareils de télécommunication pour sourds)

DUVET 99¢
EXXA MANTEAUX
550 PRÉSIDENT KENNEDY 843-6248
ST-JEAN 1 PLACE DU MARCHÉ

Énergie, Mines et Ressources Canada
L'hon. Jake Epp, Ministre

Energy, Mines and Resources Canada
Hon. Jake Epp, Minister



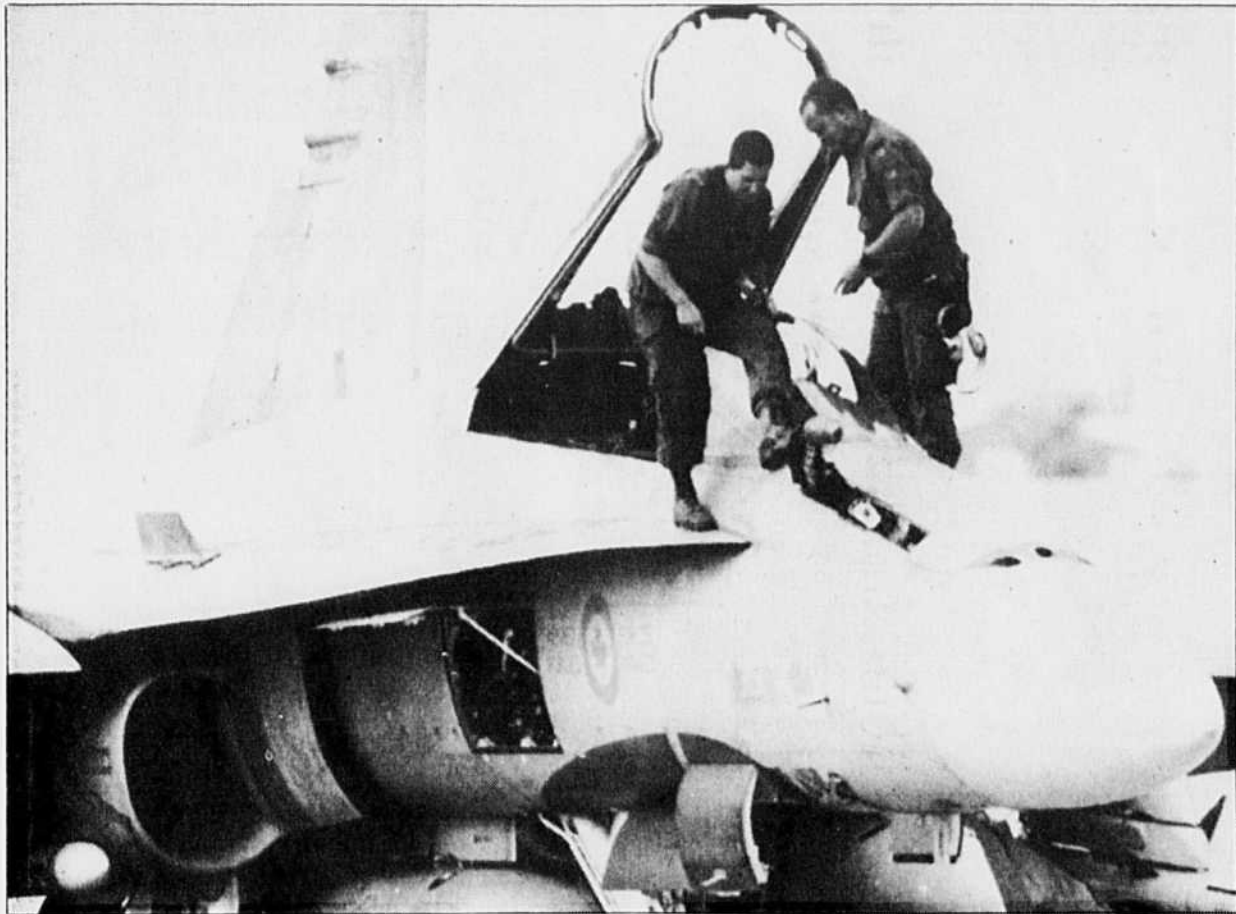


PHOTO PC

Les Canadiens se préparent

Les caporaux Joe Porier, de Welland en Ontario, et Greg Maclean, de Cape Breton en Nouvelle-Écosse, membres du personnel de soutien de l'aviation, ont inspecté hier un chasseur CF-18 stationné sur une base à Qatar. Le gouvernement canadien a annoncé l'envoi de six CF-18 qui s'ajoutent aux 18 déjà dans le Golfe.

SUITES DE LA PREMIÈRE PAGE

◆ L'Allier

des négociations, le Québec déclare son indépendance.

M. L'Allier compare cette démarche à la procédure syndicale qui consiste à confier au comité de négociation un mandat de grève à utiliser au moment opportun. « Ça veut pas dire que tu es obligé de faire la grève avant d'aller négocier », dit-il. Mais à moins que le Québec ne se reconnaisse la légitimité puis le droit, puis qu'il prenne effectivement la décision d'exercer ce droit à la sécession, le reste du Canada ne bougera pas d'un iota, prévoit le maire.

Une réponse positive au référendum devra être interprétée comme suit : « À moins que l'on se retrouve dans un Canada confédéré, qui nous reconnaît comme une entité collective qui possède tous les moyens de se développer, le choix c'est de se développer seul ».

Peu importe le résultat des négociations qui s'ensuivent, le Canada tel qu'il existe aujourd'hui disparaît, affirme M. L'Allier. En cas de succès, le Québec s'intègre dans une confédération décentralisée. En cas d'échec, il se déclare souverain.

M. L'Allier soutient que le Québec serait tout à fait à l'aise dans un Canada confédéré, qui le reconnaît comme un tout distinct et « où les membres ne mettent en commun que ce qui est véritablement commun ».

« Ce qui nous écoeure, ce qui nous blesse au Québec, dit-il, c'est qu'on n'est pas un partenaire collectif mais un amalgame d'individus. Coupés en rondelles de six millions de personnes dans le Canada, on n'est plus rien du tout, alors que six millions ensemble on est une unité originale et donc qui a besoin d'un certain nombre de règles d'exception ».

Le Canada centralisé tel qu'il existe est donc intenable pour le Québec. « À partir du moment où le Canada est centralisateur, il norma-

lise. Or comme on est la région, l'unité ethno-je-ne-sais-pas-quoi la plus différente des autres, chaque fois qu'il fait quelque chose (le fédéral), c'est à nous que ça a le plus de chances de ne pas faire. Le soulier canadien fait toujours plus mal aux Québécois ».

Le reste du Canada, pense le maire de Québec, pourrait dire oui à une proposition de modification constitutionnelle intelligente. Cette proposition pourrait venir du Québec, « qui devra la définir en fonction de ses propres besoins ». Mais elle pourrait aussi venir d'Ottawa.

« M. Mulroney, peut-être parce qu'il n'a plus rien à perdre, peut prendre les devants et proposer une confédération à la Suisse, avec cinq régions, un Sénat élu... Alors il prend tout le monde par surprise et propose au Canada d'être un pays d'avenir ».

Mais M. L'Allier demeure sceptique, rappelant que « ce qui est 'drabe' au Canada, c'est que le gouvernement fédéral est surtout une technocratie qui elle-même se protège de la décentralisation et du cheminement que ça pose ».

Alors pourquoi ne pas carrément prôner la souveraineté ? « Parce que même l'indépendance du PQ doit déboucher pour survivre sur une association quelle qu'elle soit. Et à partir du moment, dit-il, où tu partages plus de deux choses, tu es en confédération ».

◆ Les gens

Selon le président du CPQ, M. Ghislain Dufour, ces résultats s'expliquent par la perception que les dirigeants d'entreprise ont du gouvernement central, à savoir « son impossibilité presque chronique de piloter de bons dossiers ». Est-ce un problème de communication, est-ce autre chose ? On se pose la question au CPQ en constatant que le gouvernement d'Ottawa ne réussit pas à mener un dossier majeur sans susciter de nombreux problèmes, bien qu'il s'agisse au départ de politiques souhaitables. M. Dufour a nommé les dossiers de Meech, du libre-échange et de la TPS.

Les répondants considèrent en fait que le gouvernement canadien performe mal dans la plupart des dossiers majeurs de sa compétence dans le domaine économique, à sa-

voir les taux d'intérêt, le taux de change, la productivité, la concurrence étrangère et même ses politiques générales. Par surcroît, ce sont là des dossiers qui arrivent en tête de liste dans l'ensemble des facteurs qui à leurs yeux sont les plus importants. Souvent sensibles à la question linguistique au Québec par les années passées, les membres du CPQ relèguent désormais la politique linguistique québécoise au dernier rang dans la série de 17 facteurs énoncés dans le questionnaire. Les dirigeants d'entreprises continuent de mettre au tout premier rang des priorités la réduction du déficit, une demande qui se fait persistante depuis plusieurs années.

En tout cas, jamais la confiance envers le gouvernement conservateur n'a été aussi basse que maintenant. En plus du fait que seulement 2% (0% chez les anglophones) des répondants font une bonne évaluation du contexte politique canadien, par rapport à 8% en juillet dernier, il s'en trouve 55% pour croire que la situation va encore se détériorer au cours des six prochains mois au Canada. M. Dufour rappelle cependant qu'il faut situer cette mauvaise humeur des dirigeants d'entreprises dans le contexte de la récession qui fait rage présentement. Il rappelle que le nombre des faillites en 1990 a dépassé celui de 1982 et qu'il y a eu une perte de 48 000 emplois dans le secteur manufacturier.

En ce qui concerne le contexte politique québécois, 19% des répondants donnent une évaluation « bonne », alors qu'en janvier 1990 on en trouvait 4% à répondre « très bonne » et 51% à dire « bonne ». Le pourcentage d'une évaluation « mauvaise ou très mauvaise » a fait un bond important de 11 à 39%. La perspective pour les six mois à venir est nettement moins optimiste qu'il y a un an; 58% ne prévoient aucun changement et 37% s'attendent à une détérioration du contexte politique québécois, alors que les pourcentages étaient respectivement de 80% et 18% au début de 1990.

M. Dufour soutient qu'il faut attribuer ces changements au contexte économique et non pas à l'incertitude constitutionnelle et aux travaux de la Commission Bélanger-Campeau. Les membres du CPQ reprochent encore à la classe politique de mettre trop d'énergie dans le débat constitutionnel et pas assez dans les dossiers économiques. À son avis, les élus trouvent plus facile d'élaborer des projets de constitution que des plans de relance économique. Pour sa part, le président du CPQ, qui est aussi membre de la Commission Bé-

langer-Campeau, entend désormais poser des questions de caractère économique lors des travaux de la Commission qui reprennent aujourd'hui même, afin de mieux refléter les préoccupations des membres du CPQ. Un autre sondage aura lieu en février pour savoir quel statut politique les dirigeants d'entreprise souhaitent pour le Québec. Ce coup de sonde sera fait après le congrès du Parti québécois et le rapport du comité de la Constitution du Parti libéral du Québec. Le CPQ devrait par ailleurs rendre publics vers le 20 janvier les résultats d'un autre sondage sur la Commission Bélanger-Campeau.

◆ La Lettonie

semblement et des grèves pourraient être organisées à partir d'aujourd'hui pour appuyer ces revendications.

Le premier ministre letton Ivars Godsmans devait lancer un appel télévisé à la population russophone de la république dès la fin de la réunion du cabinet, a indiqué un conseiller du gouvernement.

Par ailleurs, l'intervention militaire soviétique en Lituanie a suscité l'indignation dans de nombreux pays et les dirigeants occidentaux ont menacé hier de suspendre leur aide à l'URSS.

À Washington, le porte-parole de la Maison-Blanche, Marlin Fitzwater, a déclaré que la répression soviétique en Lituanie remettait en question le sommet américano-soviétique prévu le mois prochain et allait contraindre les États-Unis à revoir leur politique d'aide économique à l'URSS.

« Il y a maintenant un scepticisme général concernant notre voyage » à Moscou pour le sommet, prévu du 11 au 13 février, a-t-il dit.

À Bruxelles, la Communauté européenne a menacé d'arrêter sa coopération avec l'Union soviétique si l'intervention militaire dans les républiques baltes se poursuivait.

Le ministre luxembourgeois des Affaires étrangères Jacques Poos, qui assure la présidence du Conseil des ministres de la CEE, a déclaré que celle-ci condamnerait fermement le recours à la force et demandait aux autorités soviétiques de revenir au dialogue et de mettre fin à leur intervention militaire.

Dans le cas contraire, la Communauté se sentirait contrainte d'interrompre sa coopération avec l'URSS, a-t-il dit.

Les ambassadeurs des 16 pays de l'OTAN réunis en réunion de crise ont déclaré de leur côté que la poursuite de la répression dans les républiques baltes porterait atteinte aux relations Est-Ouest et aurait des conséquences négatives sur la situation politique en Europe.

À Londres, le secrétaire au Foreign Office, Douglas Hurd, a déclaré que l'Union soviétique risquait de se renfermer dans sa « coquille stalinienne ».

Il a déclaré à la BBC que l'intervention militaire soviétique en Lituanie pourrait entraîner une suppression de l'aide occidentale à l'Union soviétique.

Le chancelier Helmut Kohl s'est déclaré profondément inquiet pour l'avenir de la politique de réformes menée par Mikhaïl Gorbatchev et certains banquiers allemands ont évoqué la possibilité de revoir les conditions de crédit accordées à Moscou. Mais un porte-parole du gouvernement de Bonn a dit que l'Allemagne n'envisageait pas de modifier les conditions de couverture des exportations vers l'URSS.

À Stockholm, les premiers ministres des cinq pays scandinaves ont envoyé à Mikhaïl Gorbatchev une lettre commune lui demandant de s'abstenir de tout nouveau recours à la violence et le pressant de rechercher une solution politique à la crise, a annoncé le cabinet du chef du gouvernement suédois, Ingvar Carlsson.

À Prague, le président Vaclav Havel s'est dit « bouleversé et ému » par la répression. Il a cependant souligné qu'il n'était pas totalement surpris parce qu'il sentait depuis quelque temps que Mikhaïl Gorbatchev « courait après les événements au lieu de les précéder ».

À Moscou, le président Mikhaïl Gorbatchev a affirmé hier ne pas

avoir été informé à l'avance de l'intervention de l'armée contre les installations de la radio-télévision lituanienne dans la nuit de samedi à dimanche, présentée comme une initiative du commandant militaire de la ville, mais a réitéré sa ferme condamnation de la direction lituanienne.

« J'ai appris ces tragiques événements seulement hier (dimanche) matin » une fois qu'ils se sont produits, a déclaré M. Gorbatchev aux journalistes dans les couloirs du Parlement. Selon un bilan du ministre soviétique de l'Intérieur, M. Boris Pougou, cette intervention brutale de l'armée a fait 13 morts et 163 blessés.

M. Gorbatchev a repris ensuite à son compte la présentation des faits formulée à la tribune du Soviet suprême (Parlement) par ses ministres de l'Intérieur et de la Défense, le maréchal Dmitri Iazov, expliquant que le commandant militaire de Vilnius, le général Vladimir Uskoptchik, avait pris cette décision après avoir seulement consulté son supérieur hiérarchique, le commandant de région.

Il a précisé qu'une enquête était ouverte par des représentants du procureur sur les circonstances de ces événements. Ils sont accompagnés sur place par le chef-adjoint de l'état-major, le général Valentin Varennikov.

Après les événements tragiques de Tbilissi en avril 1989, où 20 manifestants pacifiques avaient été tués par des soldats, une enquête avait aussi été ouverte. Des mois plus tard, le commandant militaire de la ville, le général Igor Rodionov, avait été nommé à un autre poste, dirigeant depuis une importante académie militaire à Moscou.

Pour sa part le président lituanien Vytautas Landsbergis rejette cette version des faits. Il a estimé, devant le Parlement à Vilnius, que ce qui s'est passé pourrait être le prélude à un coup d'État « s'il devient évident que les plus hauts responsables militaires ne sont plus subordonnés au président Gorbatchev ». « Nous le saurons très bientôt », a-t-il estimé.

Le fossé est toujours aussi large entre le Kremlin et le gouvernement lituanien, comme l'a confirmé dans l'après-midi devant les députés M. Gorbatchev. Il a jugé « impropre » son entretien téléphonique hier avec le président Landsbergis. « J'ai l'impression qu'il sera très difficile de rétablir le dialogue (...), de trouver des voies pour conduire le dialogue dans une période où la république (la Lituanie) est dirigée par de telles personnes », a dit le président soviétique.

« Nous ne voulions pas cela, et nous ne le voulons pas », a déclaré le président soviétique à propos des événements sanglants du week-end.

Il a néanmoins vivement critiqué l'attitude des nationalistes lituaniens, rappelant que « le coup d'État constitutionnel du 11 mars 1990 », lorsque le Parlement de Vilnius avait annulé les effets de la Constitution soviétique sur le territoire de la république, était le point de départ des événements actuels.

◆ L'Irak

trait irakien lié à la convocation d'une conférence internationale sur les problèmes du Proche-Orient, dont la question israélo-palestinienne.

Les Douze sont favorables à une telle conférence, mais refusent le lien et exigent un retrait préalable des troupes irakiennes du Koweït.

En Israël, l'armée a été placée hier en état d'alerte maximale afin de riposter à un éventuel assaut irakien dans les 48 heures, c'est-à-dire avant même l'expiration de l'ultimatum fixé par l'ONU pour un retrait du Koweït. « Les avions sont maintenant prêts à décoller 24 heures sur 24, précise-t-on de source militaire. Israël se prépare à l'éventualité de tirs de missiles irakiens avant le 15 janvier ».

À Bagdad, les députés ont déclaré que le peuple irakien était « prêt à se dresser contre les projets d'agression dirigés par les États-Unis ». Avant le vote, le président de l'Assemblée, Saadi Mahdi Saleh, a déclaré : « C'est un affrontement historique. L'Irak inébranlable, dirigé

par le président Saddam Hussein, a résolu de combattre ».

À l'aube, le président avait appelé les Irakiens à défendre jusqu'à la mort le Koweït, devenu selon lui le symbole de la dignité de la nation arabe. « Le Koweït est à vous et vous devez le conserver (...) Le Koweït est devenu un symbole pour toute la nation arabe », a-t-il dit.

À Ottawa, où il achève une tournée au Proche-Orient et en Europe, le secrétaire d'État américain, James Baker, a renvoyé la balle à Bagdad en déclarant que toute initiative devrait désormais être le fait de l'Irak.

À Sanaa, le gouvernement du Yémen a annoncé avoir envoyé hier à Bagdad une délégation dirigée par son premier ministre afin de discuter d'un plan de paix en six points qui, selon lui, aurait reçu un soutien international.

Aussitôt connu, ce plan a été rejeté à Washington où on juge de source américaine autorisée qu'il est inacceptable et non conforme aux résolutions de l'ONU.

Hier soir, la France a lancé aux Nations unies une initiative de la dernière chance en vue d'éviter la guerre dans le Golfe, mais les États-Unis ont aussitôt fait part de leurs objections.

Le plan français demande à l'Irak d'annoncer sans délai son intention de se retirer du Koweït et d'entamer rapidement un retrait massif de l'émirat.

Mais le projet fait également référence à une conférence internationale de paix au Proche-Orient, ce qui a conduit l'ambassadeur des États-Unis à l'ONU, Thomas Pickering, à émettre des objections.

« Nous avons dit très clairement que nous ne croyons pas que l'établissement d'un lien (avec les autres problèmes de la région), qui semble apparaître dans le texte français (...), soit une véritable contribution en ce moment », a déclaré l'ambassadeur américain aux journalistes. « Nous pensons que tout effort doit venir de Saddam Hussein », a-t-il ajouté.

De source diplomatique, on a appris que le ministre français des Affaires étrangères, Roland Dumas, pourrait se rendre à Bagdad, une proposition à laquelle le Conseil de sécurité semble réceptif.

De même source, on suppose que cette visite du chef de la diplomatie française à Bagdad pourrait avoir lieu aujourd'hui, quelques heures avant l'expiration de l'ultimatum de l'ONU à l'Irak.

Selon le projet français, le Conseil de sécurité lancerait un dernier appel aux Irakiens pour qu'ils annoncent sans délai leur intention de se retirer du Koweït, selon un calendrier précis, et qu'ils entament tout de suite un retrait rapide et massif de l'émirat.

Le texte prévoit que le secrétariat général de l'ONU dépêche des observateurs contrôler ce retrait et envoie une force de maintien de la paix composée de soldats de pays arabes.

En outre, l'Irak recevrait une garantie de non-agression. Des mesures seraient alors prises, en coopération avec les pays arabes, pour favoriser l'ouverture de négociations.

Le projet de déclaration appelle également les membres du Conseil de sécurité à contribuer activement à un règlement des autres problèmes de la région, notamment du conflit israélo-arabe, grâce à la convocation, en temps opportun, d'une conférence internationale visant à garantir la sécurité, la stabilité et le développement dans cette partie du monde.

15 janvier

par la PC et l'AP

1990: Québec dépose des accusations contre la société Balmat, responsable de pollution par le plomb à Saint-Jean-sur-Richelieu.

1989: les résidents de Saint-Pierre-et-Miquelon bloquent les pistes de l'aéroport local pour protester contre l'attitude de la France dans le dossier de la pêche.

1988: une entente de principe intervenue entre Québec et les syndicats représentant ses employés au sol et ses agents de bord.

1987: collision aérienne à Salt Lake City, en Utah: 16 morts; l'ex-maire de Montréal, Jean Drapeau, est au nombre des 18 Québécois qui reçoivent l'Ordre national du Québec.

CARTES D'AFFAIRES

ROBIC
Fondé en 1892

55 St Jacques
Montréal, Québec
Canada H2Y 3K2
Télex: 05 268656
Fax: (514) 845 7874
Tél: (514) 987-6242

Agents de brevets d'invention et de marques de commerce

SWABEY OGILVY RENAULT
AGENTS DE BREVETS ET DE MARQUES DE COMMERCE

Une Société dont SWABEY, MITCHELL, HOULE, MARCOUX & SHER et le cabinet juridique OGILVY RENAULT sont les associés

1001, boul. de Maisonneuve ouest
Montréal, Canada H3A 3C8
(514) 845-7128, Télex: 05-24355
Facsimilé (514) 288-8389

MONTRÉAL OTTAWA

LE DEVOIR

DISTRIBUÉ EN FLORIDE

JUSQU'À LA FIN DE MARS 1991

Les vacanciers trouveront LE DEVOIR aux endroits suivants:

MIAMI BEACH
GOLDEN SHORES
18190 Collins Avenue

HOLLYWOOD
BEACH SUNDRIES
328 Johnson Street

SUNSHINE FOOD MARKET
18110 Collins Avenue

DELI FOOD MARKET
302 Johnson Street

FORT LAUDERDALE
A1A CUNNINGHAM'S
A1A Oakland Park

DANIA
LUCKY 7 STORE
1414 S. Federal Hwy

POMPANO OCEANSIDE
31 N. A1A Extension
Pompano Beach

Le téléthon de la paralysie cérébrale

DEPUIS 15 ANS... PARCE QUE C'EST IMPORTANT!
LES 2 & 3 FÉVRIER 1991 DE 20 HEURES À 20 HEURES

LA VIE ECONOMIQUE

Montréal, mardi 15 janvier 1991

Les marchés financiers sont nerveux à l'approche de l'échéance fatidique

NEW YORK (AFP) — Envoyée des prix pétroliers, chute des Bourses et remontée du dollar : la plus grande nervosité a régné hier sur les marchés financiers où l'on se montre de plus en plus pessimiste sur les chances d'éviter une guerre dans le Golfe après l'échec des dernières tentatives de solution politique à la crise.

Sur le marché pétrolier, baromètre le plus sensible à l'évolution de la situation dans le Golfe et au Proche-Orient, le prix du baril de brut a fait un bond de 5 \$ US en début de séance à New York par rapport à la clôture de vendredi, atteignant 32 \$ US.

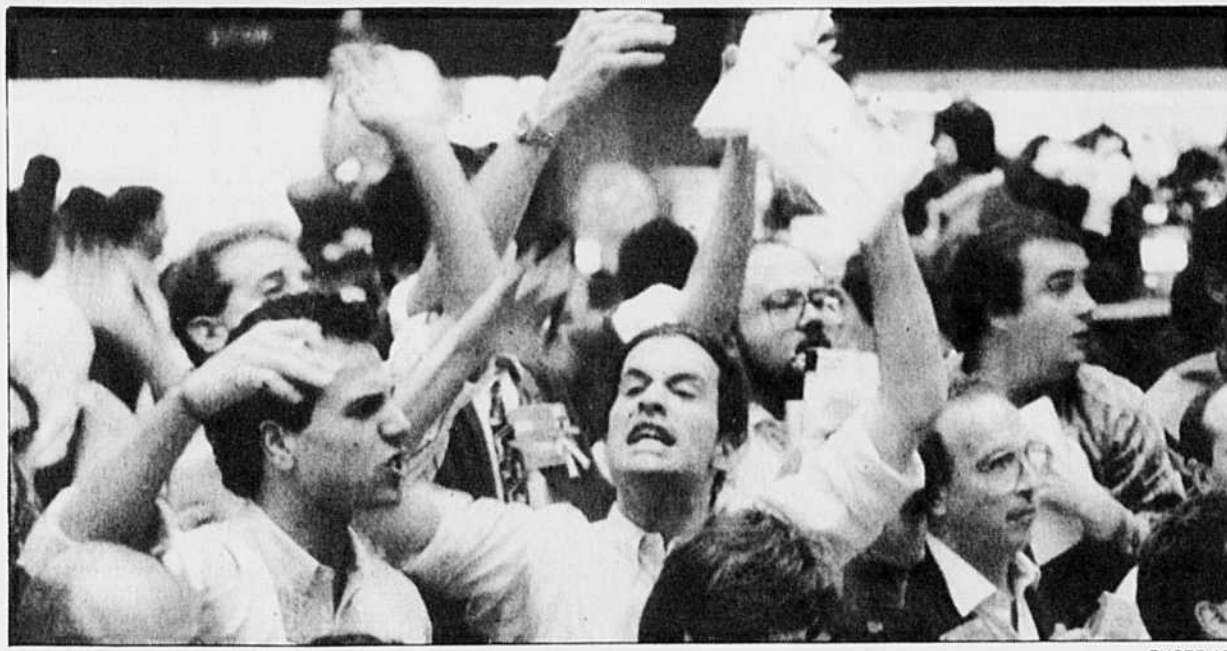
Selon un analyste de la firme d'investissement américaine Merrill Lynch, Michael Rothman, le baril pourrait casser à l'ouverture des hostilités son record historique de 42 \$ US enregistré au troisième trimestre de 1979 en pleine révolution iranienne. Si les champs pétroliers saoudiens étaient endommagés, le prix du baril approcherait les 100 \$ US.

À Wall Street, la flambée des prix pétroliers et les craintes de guerre ont fait chuter l'indice Dow Jones des 30 valeurs vedettes de plus de 35 points dans les dix premières minutes de la séance. Vers midi, les cours ont paru se stabiliser, l'indice n'accusait plus qu'une perte de 24,73 points à 2456,68.

L'indice Dow Jones vedettes a réduit ses pertes dans la dernière demi-heure d'échanges pour clôturer à 2483,91 en baisse de 17,57 points (-0,7 %).

L'activité a été très réduite avec seulement 122 millions d'actions échangées. Le nombre des titres en baisse a largement dépassé celui des valeurs en hausse: 1194 contre 356 et 438 titres sont restés inchangés.

La menace de guerre a entraîné



Si la guerre éclate dans le Golfe, les négociateurs seront certes fort actifs alors que les marchés subiront de fortes fluctuations.

une nouvelle remontée des taux d'intérêt à long terme américains et un mouvement de vente à Wall Street.

La baisse des cours a été amplifiée par la désaffection du marché par la plupart des opérateurs, ceux-ci ayant en effet déjà allégé leur portefeuille par anticipation, selon M. Michael Metz, analyste chez Oppenheimer.

Sur le marché obligataire, les taux sur les bons du Trésor américain à 30 ans, principale valeur de référence, sont montés à 8,43 % hier en fin d'après-midi contre 8,36 % vendredi soir.

La bourse de Toronto a subile même sort, perdant 16,01 points pour

clôturer à 3.167,58 points.

À Montréal aussi le marché s'est replié et l'indice général XXM a fini la journée sur un recul de 3,53 points à 1692,78.

En Europe, la bourse de Londres a cédé 1,2 % et celle de Francfort, éfrayée par les incidents de Lituanie et secourue par des événements de politique intérieure, a reculé de 3,94 %, cassant ainsi son plus bas niveau atteint le 28 septembre dernier. À Paris, la dégringolade a également été spectaculaire, la séance s'achevant sur un recul de 3,60 %.

Quelques heures plus tôt, les bourses asiatiques avaient tenté de résister, Tokyo terminant en baisse de

0,11 % seulement.

Le dollar a joué les valeurs refuges dans des marchés étroits. À New York, le dollar a coté 1,5495 deutchemark et 135,40 yen en fin de matinée contre 1,5307 DM et 133,45 yen vendredi soir.

Selon un cambiste de la Citibank à New York, le billet vert, qui joue encore dans les moments de tensions internationale extrême son rôle traditionnel de monnaie refuge, pourrait monter jusqu'à au moins 1,57 DM et à 1,37 yen en cas de guerre.

L'or a également fait un bond spectaculaire. À New York il a atteint les 400 \$ US contre 391 \$ US vendredi.

GATT : tentative de redémarrage des pourparlers après l'échec de décembre

GENEVE (AFP) — Le directeur général du GATT Arthur Dunkel fera prudemment le point aujourd'hui à Genève sur les possibilités de relancer l'Uruguay Round après cinq semaines d'inactivité, lors d'une brève réunion informelle qui constituera le premier contact collectif entre les délégations depuis l'échec de la conférence de Bruxelles.

Cette conférence ministérielle s'étant achevée le 7 décembre sans parvenir à conclure le cycle de négociations commerciales multilatérales, en raison du conflit entre la CEE et les États-Unis sur la réduction des soutiens agricoles.

Le risque de guerre dans le Golfe rend plus urgents la reprise et le succès de l'Uruguay Round, selon les délégations de la CEE et des États-Unis à Genève.

Un membre de la délégation communautaire a cependant reconnu qu'une guerre éventuelle pourrait retarder les débats en accaparant l'attention des responsables dans les capitales.

Lors de cette réunion, « il n'apparaît pas clairement si un démarrage rapide est possible », a estimé hier le porte-parole du GATT, M. David Woods, pour qui il n'est pas exclu qu'il faille « un peu plus de temps » avant une reprise réelle des négociations.

La réunion du Comité des négociations commerciales (TNC) ne devrait durer qu'une heure. Les participants — surtout des ambassadeurs à Genève et non des fonctionnaires envoyés par les capitales — écouteront M. Dunkel évoquer les contacts qu'il a eus ces dernières semaines lors d'une tournée des principales capitales. La discussion portera sur la possibilité de poursuivre le processus de négociation, et non sur les questions de fond, a précisé M.

Woods.

Après l'échec retentissant de la conférence de Bruxelles, il s'agira en effet pour M. Dunkel de surmonter la profonde méfiance qui s'est installée entre les principaux participants.

Aucun signe concret susceptible de relancer le processus n'a été enregistré depuis le 7 décembre. Pratiquement, les seuls signes de souplesse dont on a pu faire état sont ceux attribués par des responsables au camp adverse.

Ainsi, le premier ministre britannique John Major s'est réjoui le 23 décembre, à l'issue d'une rencontre à Camp David avec M. George Bush, de l'engagement du président américain de faire preuve de plus de flexibilité à la mi-janvier.

Inversement, M. Neal Blewett, ministre australien des Négociations commerciales, qui présidait à Bruxelles le groupe de Cairns (14 pays exportateurs de produits agricoles qui soutiennent les États-Unis contre la CEE), a déclaré le 3 janvier à Canberra avoir décelé à Bruxelles des indices qui lui font espérer que la CEE pourrait faire des concessions sur la question des subventions agricoles.

Jeudi dernier, le ministre britannique du Commerce et de l'Industrie, Peter Lilley, a estimé vital un accord rapide de l'Uruguay Round, faute de quoi la Communauté européenne de-



Arthur Dunkel

vrait faire des concessions plus importantes qu'elle ne le souhaite.

M. Mermaz, ministre français de l'Agriculture, a demandé le même jour aux responsables de la Commission européenne de ne pas mêler les négociations de l'Uruguay Round et la modernisation de la politique agricole commune (PAC), que Bruxelles a mise en chantier courant dé-

cembre.

Quant à Mme Hills, la représentante du président George Bush pour le commerce, elle s'est montrée pessimiste vendredi dernier sur les chances de conclure avec succès les négociations de l'Uruguay Round. Elle a estimé qu'il y avait « moins de 50 % de chances (...) peut-être 30 % environ, ce qui constitue un pronostic décevant ».

L'un des facteurs qui risque de compliquer la conclusion du Round réside dans l'échéance du 1er mars, date d'expiration théorique de la procédure accélérée (*fast track authority*) qui confère au président Bush la possibilité de présenter comme un paquet global, au Congrès, les résultats de l'Uruguay Round.

Une nouvelle donnée a été introduite dans le débat figé de l'Uruguay Round par la récente entrée en fonction d'un nouveau chef du MITI, le ministère japonais du Commerce et de l'Industrie. Alors que le Japon a adopté durant la phase précédente la conférence de Bruxelles un profil étonnamment bas compte tenu de sa puissance commerciale, M. Eiichi Nakao, qui succède à M. Kabun Muto, pourrait, selon les observateurs, faire jouer un rôle bien plus important à son pays dans les négociations grâce à ses contacts et à sa bonne connaissance de l'anglais et du monde non-japonais.

L'économie israélienne se prépare activement à la guerre contre l'Irak

Jean-Luc Renaudie

de l'Agence France-Presse

JÉRUSALEM — L'économie israélienne se mobilise et met la dernière main à un vaste dispositif d'urgence permettant au pays de fonctionner en temps de guerre.

Le conseil des ministres a ainsi accordé au premier ministre Yitzhak Shamir le pouvoir de décréter à tout moment « l'état d'urgence économique ». Le chef du gouvernement peut à n'importe quel moment placer l'ensemble des entreprises sous le contrôle de la « Commission de l'économie en temps de guerre », qu'il préside.

Cet organisme, qui a été convoqué pour la dernière fois lors de la guerre de 1973, peut réquisitionner des salariés pour renforcer les effectifs dans des secteurs où sévirait une pénurie de main-d'œuvre en raison d'une mobilisation des réservistes.

La commission est aussi chargée de gérer les stocks nationaux de produits alimentaires de première nécessité, de médicaments, et supervise les transports, la distribution d'eau, de carburants et d'électricité. Des générateurs sont prêts à fonctionner dans tous les secteurs vitaux de la Défense, dans les hôpitaux et les entreprises alimentaires afin de pallier d'éventuelles coupures de courant.

« La population n'a aucune raison

de céder à la panique, nous disposons de réserves suffisantes pour plusieurs mois », a indiqué un haut fonctionnaire du Trésor.

Le ministère de l'Énergie se veut également rassurant. « Nous avons pris les précautions nécessaires. Les stocks des différents types de carburant sont actuellement à leur niveau maximum, il n'y a donc aucun danger de pénurie », a précisé un porte-parole de ce ministère. Ce dernier a toutefois refusé de préciser quel était le volume exact de réserves stratégiques israéliennes en soulignant qu'il s'agissait « d'une information confidentielle ».

Les banques et les entreprises ont aussi pris les devants pour s'organiser. Les dirigeants des principaux établissements financiers israéliens ont annoncé, en accord avec la Banque d'Israël, la fermeture des trois quarts des agences du pays, en cas de guerre.

Les agences qui resteront ouvertes ont reçu des instructions pour disposer en permanence d'importants liquidités en shekels et en devises, afin de faire face à la demande des Israéliens ou des titulaires de comptes étrangers.

Les banques ont également mis au point un système informatique alternatif afin de pouvoir continuer à fonctionner, si un des ordinateurs centraux est touché par un bombardement, a indiqué la Banque d'Israël. Dans l'industrie et le commerce,

l'heure est également à la mobilisation. Les trois cents entreprises industrielles des *kibboutzim* (villages collectifs) ont constitué une cellule de crise pourvue d'un « téléphone rouge », afin d'organiser la production. L'Association des industriels a également pris des dispositions pour faire face à une situation d'urgence.

« Notre plus gros problème actuellement est d'assurer les importations par avion cargo au moment où la plupart des compagnies aériennes étrangères ont annulé leurs liaisons aériennes avec Israël », explique un dirigeant de cette association.

L'augmentation considérable des tarifs d'assurances pour les transports aériens et maritimes est à l'origine de cette situation, ajoute ce responsable. Les primes exigées pour les bateaux à destination du port d'Eilat sur la mer Rouge ou de Haïfa sur la Méditerranée ont ainsi grimpé de 400 % depuis le début de l'année.

Les chefs d'entreprises israéliens et importateurs sont en outre confrontés à de très sérieuses difficultés de trésorerie. « De plus en plus de fournisseurs étrangers refusent d'accorder des crédits et exigent un paiement comptant notamment pour les matières premières », souligne-t-on à la Banque d'Israël.

La BdeM s'associe à la Sun Life dans les services fiduciaires

Serge Truffaut

LA BANQUE de Montréal vient de prendre les devants en matière de services fiduciaires en s'associant avec Fiducie Sun Life, filiale en propriété exclusive de la compagnie d'assurance-vie Sun Life.

Dans la foulée du décloisonnement des institutions financières, la troisième banque au pays par l'actif a annoncé hier qu'elle avait signé une entente qui lui permet dès à présent de proposer des services fiduciaires dont le nombre pourrait éventuellement varier.

En effet, dépendamment de ce que le législateur accordera dans le cadre de sa réforme de l'industrie financière, et de la stratégie qu'arrêtera alors la Banque de Montréal qui tenait hier son assemblée annuelle, la gamme de services fiduciaires pourrait être grandement modifiée.

Telle que décrite hier par M. Jacques Rastoul, porte-parole de la Banque, cette entente stipule que la Sun Life aura la responsabilité de toutes les fonctions afférentes au titre de fiduciaire des caisses de retraite. En contrepartie, la Banque offrira « ses services de garde et d'établissement de rapports ».

Selon M. Rastoul, l'accord signé entre ces deux institutions financières a été élaboré selon le principe dit de l'échange de services. Point.

Parrallèlement à cette association, la Banque de Montréal a décidé de créer de toutes pièces une nouvelle direction baptisée Services de gestion d'actif qui « englobe les services de gestion de placement et les services connexes. Les services offerts par la nouvelle direction viennent compléter les activités de sa filiale Nesbitt Thomson et facilitent la gestion du réseau de services fiduciaires mis sur pied de concert avec la Fiducie Sun Life ».

Sur un autre plan, M. Rastoul, en écho au discours prononcé hier à Toronto par M. Matthew W. Barrett, président du conseil et chef de la direction de la Banque de Montréal, a confié que cette institution avait récemment adopté un plan stratégique de décentralisation qui s'est notamment traduit par une délégation importante de pouvoirs dans les régions.

Fomulée afin de mieux répondre, promet-on, aux besoins de la clientèle, cette stratégie s'est traduite par la création de 44 postes de premiers vice-présidents et vice-présidents régionaux. Plus précisément, ces postes sont occupés par des personnes qui, auparavant, évoluaient au sein des différentes directions provinciales.

Lors de son allocution, M. Barrett a souligné que cette décentralisation

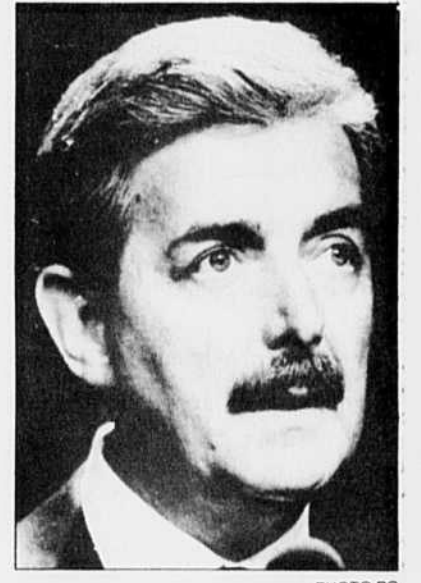
avait été pensée afin de contrer les effets néfastes de la « désaffection » de plus en plus prononcée des individus à l'égard des politiciens comme des grandes entreprises. « Pour lutter, de poursuivre M. Barrett, contre cette désaffection, nous adaptons notre mode de fonctionnement aux conditions locales, dans les quelque 250 collectivités où nous exerçons nos activités partout au Canada ».

De son côté, le président et chef de l'exploitation de la Banque de Montréal, M. Anthony Comper, a rappelé lors de son exposé que « le taux de 14,6 % du rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires, lequel se situe juste un peu au-dessous du rendement moyen de 15 % des six grandes banques à charte, lui a permis de se classer troisième à ce chapitre. Nous sommes légèrement en deçà de la norme, mais nous avons réussi à éliminer presque totalement l'écart qui nous séparait l'an dernier de la moyenne des six grandes banques ».

En effet, à la fin de son exercice 90 cette banque avait dégagé un bénéfice net de 522 millions \$ contre une perte de 39 millions \$ en 1989 qui décaulait d'une importante provision pour pertes sur prêts.

À cet égard, M. Comper a noté que « la comparaison avec les autres grandes banques ne serait pas significative à ce chapitre en raison des écarts dans les provisions et les intérêts sur prêts aux pays en développement ». Toutefois, « si l'on compare les deux exercices sur les mêmes bases, la croissance du revenu net pour l'année s'établit à 10 % ».

Enfin, de 79 milliards \$ en 1989, l'actif de la Banque de Montréal est passé à 87 milliards \$.



Matthew Barrett.

L'économie au premier rang des préoccupations des Canadiens

TORONTO (PC) — 60 % des Canadiens évoquent divers aspects de l'économie comme étant la plus importante difficulté à laquelle fait face le pays aujourd'hui, suggère un sondage Gallup publié hier.

L'inflation ou une difficulté économique y ayant trait a été mentionnée par 43 % des personnes consultées, tandis que 17 % choisissaient le chômage comme problème prioritaire. Il y a un an, les chiffres combinés s'établissaient à 47 %.

Seulement 4 % des gens interrogés pensent que les questions environnementales constituent le problème le plus important. Ce nombre est en

baisse par rapport à un sommet de 17 % atteint en juillet 1989.

2 % des participants au sondage ont choisi les relations commerciales avec les États-Unis, tandis que 8 % ont blâmé le gouvernement comme étant le plus gros problème. 25 % y sont allés avec d'autres problèmes, alors que 1 % des personnes consultées ont déclaré ne pas savoir.

Le sondage est basé sur des entrevues menées du 5 au 8 décembre auprès de 1011 adultes âgés de 18 ans et plus. Un échantillon de cette taille, lorsqu'il est censé représenter la population au complet, est considéré exact à quatre points de pourcentage, 19 fois sur 20.

Pas de pénurie de pétrole aux USA

NEW YORK (Reuter) — Une guerre dans le Golfe n'entraînera sans doute pas une pénurie de pétrole aux États-Unis, mais des achats dus à la panique pourraient tirer les cours du brut vers des sommets, écrit hier le *New York Times*.

Le journal, se fondant sur des informations recueillies de sources gouvernementales et auprès de l'industrie pétrolière, note que les investissements d'Arabie saoudite sont suffisamment bien défendus contre une éventuelle attaque pour ne pas être détruits. Le quotidien américain ajoute toutefois que les exportations saoudiennes seront sans doute réduites d'un tiers en cas de guerre.

L'approvisionnement à long terme ne sera pas affecté par un conflit armé dans la région puisque les ré-

serves souterraines ne sont pas vulnérables en cas d'attaque, précise le journal.

Certains experts ne pensent pas que le baril atteigne les 40 \$ par baril, même si la guerre éclate. Selon eux, la marine irakienne n'est pas assez puissante pour gêner le trafic des pétroliers dans le Golfe.

Par ailleurs, les spécialistes interrogés par le *New York Times* notent que de nombreux pays producteurs ont déjà chargé d'importants stocks de brut sur des pétroliers. Ils estiment que l'Irak et l'Arabie ont déjà rattrapé des cotes des pays importateurs près de 60 millions de barils.

Enfin, les pays occidentaux ont des stocks suffisants pour faire face à une réduction de la production saoudienne.

La Caisse investit dans Laboratoires Bio-Recherches

d'après la Presse Canadienne

LABORATOIRES Bio-Recherches et importateurs sont en outre confrontés à de très sérieuses difficultés de trésorerie. « De plus en plus de fournisseurs étrangers refusent d'accorder des crédits et exigent un paiement comptant notamment pour les matières premières », souligne-t-on à la Banque d'Israël.

La Caisse de dépôt et placement du Québec venait d'acquiescer une participation de 30 % au capital-actions de la société. M. Michael Ankoorn, président du conseil et chef de la direction des Laboratoires Bio-Recherches, accueille cet investissement comme un pas dans la bonne direction pour préserver l'autonomie d'une entreprise solidement implantée au Québec et s'allier un partenaire qui lui permettra de poursuivre son développement », indique les Laboratoires dans un communiqué.

Coup d'oeil boursier	
Montréal-XXM	1692.78 -3.53
TSE-300	3167.58 -16.01
Dow Jones	2483.91 -17.58
Dollar canadien (US Cents)	86.99 +.18
Or (New York-US\$)	400.10 +8.50

(PC)

LA VIE ECONOMIQUE

À Dubaï, les affaires passent avant la guerre

Philip Shehadi
de l'agence Reuters

DUBAÏ — Dans l'émirat de Dubaï, voué depuis longtemps aux affaires, l'éventualité d'une guerre chimique ou de missiles irakiens inquiète moins que la perte d'un emploi ou d'une fortune.

Situées à 800 kilomètres au sud du Koweït, Dubaï et les autres villes des Émirats arabes unis (EAU) sont hors de portée des missiles irakiens et ne constituent pas des objectifs militaires essentiels pour l'Irak.

Mais cette relative sécurité n'empêche pas les affaires de traverser

une mauvaise passe.

« Les Émirats sont loin de la crise que subit la région, bien qu'ils se situent dans le Golfe. Notre sort est probablement beaucoup plus enviable que celui d'autres États du Golfe », reconnaît Abdul Rahman Mutaiwee, directeur général de la Chambre de commerce de Dubaï.

Mais il ajoute aussitôt : « Quoiqu'on dise, on ne peut restreindre les effets d'une guerre. Personne ne peut prévoir ce qui va se passer. »

Installé devant ses rayons de bijoux, Nagin Dhakan, un courtier en or d'origine indienne, reconnaît que le commerce va mal. Il affirme perdre

chaque jour environ 1000 dirhams (270 \$ US) en raison de la désaffection de la clientèle.

Un détaillant en électronique grand public fait état quant à lui d'une baisse de 75 % de son chiffre d'affaires pour la semaine passée.

On n'assiste toutefois pas à la fuite éperdue des capitaux qui s'est produite lors de l'invasion irakienne du Koweït, le 2 août dernier.

« Nous avons prouvé que nous n'empêcherions pas la libre circulation des capitaux. Ainsi personne ne sera obligé de faire cela (vider son compte), car tout le monde aura la possibilité de transférer son argent à tout moment », fait remarquer Rahman Mutaiwee.

La moitié des compagnies aériennes desservant Dubaï, le principal aéroport du Golfe, ont supprimé des vols en raison de la forte hausse des primes d'assurances. Les réservations d'hôtel sont en chute libre.

Certains ménages ont commencé à stocker de l'eau et de la nourriture, mais peu d'entre eux s'attendent à devoir utiliser ces réserves.

L'ambassade des États-Unis a lancé un appel au calme à ses ressortissants, qui sont, dans leur grande majorité, restés à leur poste. « Nous ne sommes pas confrontés à un autre Koweït », précise l'ambassade dans une lettre aux Américains des Émirats.

Taiwan a retiré 35 milliards \$ des banques américaines

TAIPEI (Reuters) — Taiwan, l'un des premiers détenteurs mondiaux d'avoirs en devises, a retiré plus de la moitié ses actifs en dollars US dans des banques américaines, en raison des risques de faillite qui pèsent sur le système bancaire aux États-Unis, ont annoncé hier des responsables de la Banque centrale de Taiwan.

Environ 35 milliards \$, soit 58 % des avoirs en devises de Taiwan, ont été retirés des banques américaines depuis la fin 1990. Une partie a été déposée auprès de la Réserve fédérale américaine, une autre auprès de banques en Europe, au Japon et en Australie, ajoutent-ils.

« Ce retrait a essentiellement pour but de protéger nos avoirs, puisque les déposer dans des banques américaines comporte plus de risques », ont déclaré ces responsables.

Les avoirs de change de Taiwan totalisent environ 73 milliards \$, dont 60 milliards \$ en diverses devises. Le reste est constitué de titres, notamment de certificats de dépôt et de bons du Trésor.

La Banque centrale a conservé une petite partie de ses devises en dépôt auprès des grandes banques américaines afin de conserver des relations commerciales avec elles.

Un club réunit les recalés d'Oxford et de Cambridge

François Casteran
de l'Agence France-Press

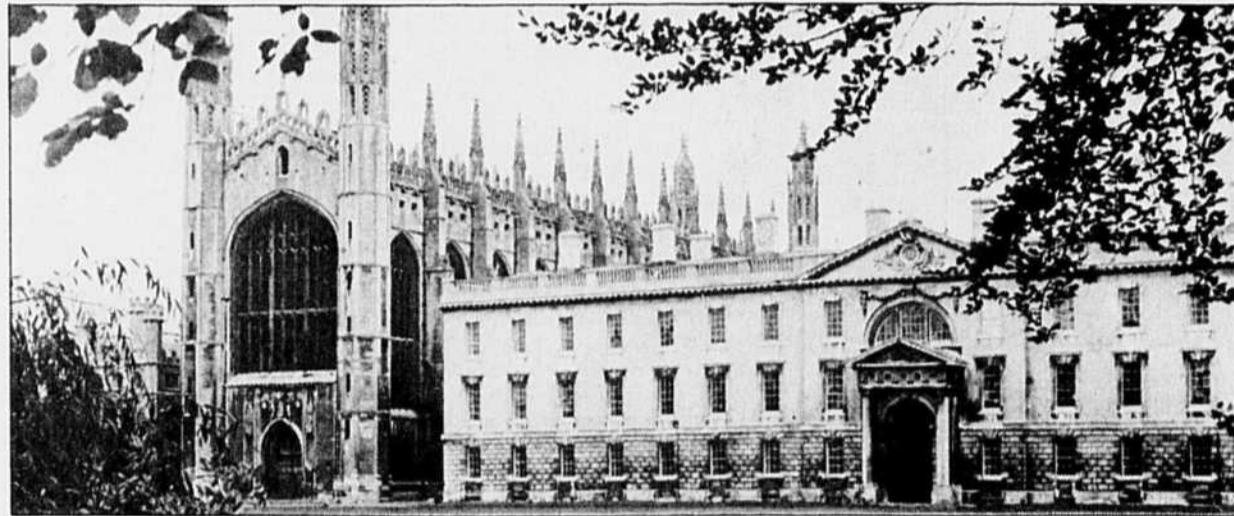
LONDRES — Les étudiants déclarés non admissibles au concours d'entrée des célèbres universités d'Oxford et de Cambridge devraient pouvoir se consoler : ils sont membres de droit d'une vénérable société sept fois centenaire, celle des « Recalés d'Oxbridge » (Oxford et Cambridge), qui porte la fière devise *Veni, Vidi, Rejectus Sum*.

Du fait de l'absence évidente de coopération de la part des rectorats de Cambridge et d'Oxford, les recalés ne sont pas automatiquement inscrits à la *Societas Oxtabriensis Rejectorum*, mais sont invités à se faire connaître avant la prochaine assemblée générale, prévue... le 1er avril.

Murray Buesst et Daniel Goodhart, les auteurs de l'ouvrage *The Oxbridge Reject Society Prospectus*, une somme de 157 pages sur un sujet qui pourra intéresser les quelque 250 000 recalés des deux universités, ont reconstitué « de tête » la splendide histoire de la société. Les archives ont en effet, malencontreusement, disparu dans le grand incendie de Londres de 1666.

Mais la transmission orale a fait de véritables merveilles et c'est avec une précision scientifique que les deux chercheurs — eux-mêmes recalés — retracent l'histoire de la Societas.

Tout commence en 1170 sur les marches de la cathédrale de Cantorbéry avec l'assassinat de l'évêque Thomas Becket par quatre cheva-



La chapelle de King's College, de l'Université Cambridge.

liers du roi Henri II : William, Richard, Reginald et Hugh.

En présentant leur candidature à Oxford, ils avaient écrit sur leur curriculum vitae à la rubrique « occupations récentes » : « exécution du primat d'Angleterre ». Leur dossier n'est pas accepté et ils deviennent les premiers recalés d'Oxbridge.

Mais aussitôt une potémique éclate : certains les tiennent pour les membres fondateurs, mais d'autres refusent sous prétexte que l'Université d'Oxford n'est pas véritablement encore née. Les seconds l'emportent et la constitution actuelle date de la création de la société de 1290 et prévoit que les meurtriers d'évêques sont refusés dans le club.

Les deux auteurs de la brochure veulent faire justice à tous les re-

calés dont la contribution à l'histoire universelle n'a pas été reconnue.

Les manuels d'histoire enseignent que l'inventeur du rugby en 1823 était un élève du nom de William Webb Ellis qui, au cours d'un match de football à l'école publique de Rugby (ouest de Londres), avait saisi le ballon avec les mains pour le mettre dans les buts adverses. Par du tout, rétorquent les porte-parole de la Societas : le rugby a été inventé par un futur recalé d'Oxford, Tim Brown, qui avait « plaqué » Ellis et qui avait donné au nouveau jeu sa principale caractéristique.

Il y a aussi les soeurs Stephenson qui avaient imaginé la construction d'une machine à laver le linge et dont les recherches avaient été détournées par leur père George et

leur frère Robert, les inventeurs de la traction à vapeur sur voie ferrée.

Ellis avaient été refusés à Oxford car elles avaient oublié qu'à l'époque l'université n'acceptait pas les femmes.

Les recalés d'Oxford et de Cambridge sont désormais invités à sortir de l'ombre et à arborer une belle cravate ou une broche de la Société des recalés, ornée d'un blason azur dominé par un pouce tourné vers le bas dans la direction d'un pont (Cambridge) et d'un boeuf (Oxford).

La société voudrait bien en faire cadeau à ses adhérents. Mais, malheureusement, elle a encore une dette de près de 26 millions de livres à éponger : un rappel d'impôt local non payé entre 1735 et 1741.

Les Chinois tardent à rouler en automobile

Paul Fabra
du journal Le Monde

PÉKIN — Remplacer les centaines de millions de Chinois juchés sur leurs « petites reines » à sonnette qui sillonnent le pays quotidiennement par autant ou presque de spécimens chinois de l'*homo automobilus*, pour peu qu'on leur construise quelques boulevards périphériques et bretelles d'autoroutes, si ce n'est pas là le rêve du marché du siècle, ce n'en est pas loin. Le fait que les firmes japonaises ne s'y frottent pas pouvait être expliqué par leurs réticences à apporter une technologie moderne à ce voisin.

Les constructeurs occidentaux qui ont franchi le pas ont vite dû revoir leurs espérances à la baisse. Il suffit de lire un ouvrage américain sur les déboires à répétition rencontrés par la firme Chrysler quand elle implanta son usine de Jeep Cherokee à Pékin à cette époque-là pour comprendre où réside le problème : non pas dans l'estimation du marché théorique, effectivement important, mais dans les conditions pratiques qui le régissent. Le sous-développement industriel, la planification incontournable, les féodalités administratives rivales, l'arriération des infrastructures, du réseau routier, de l'approvisionnement en carburant...

Il y a, effectivement, en Chine, un début de marché automobile. Outre les transports routiers de tous calibres, il a été créé par l'urgence d'une classe moyenne encore embryonnaire et le boom économique des dernières années. Le régime s'emploie à le vanter. Une étude récente émanant d'un organe gouvernemental affirmait récemment qu'en 1988, plus d'un demi-million de foyers pouvaient envisager d'acheter une voiture, et que 23 % d'entre eux pensaient le faire d'ici à l'an 2000. La demande, toutes catégories de véhicules confondues, s'élèverait jusqu'à 800 000 engins par an en 1995, date à laquelle le parc automobile atteindrait 9 millions d'unités.

Ces chiffres contrastent avec la manière soupçonneuse dont les autorités politiques et morales examinent les papiers du conducteur particulier, a priori suspect de « libéralisme bourgeois » si la voiture lui appartient. Mais on peut à la rigueur prédire que le phénomène est irréversible, quoi qu'en pense la direction du Parti communiste.

On est loin de l'époque où les anti-ques Shanghai, un modèle conçu avec l'aide soviétique dans les années 50 et d'une qualité technologique évoquant l'âge de bronze, constituaient l'essentiel du parc chinois en matière de berline. Aujourd'hui, la moindre administration qui se respecte roule moderne, japonais dans bien des cas, allemand (version Mercedes) pour les mieux placés, ou encore dans les modèles fabriqués en Chine par les constructeurs étrangers : AMC pour la Jeep Cherokee, Peugeot pour la 505 construite à Canton, et surtout Volkswagen pour la Santana shanghaienne.

Mais l'industrie automobile est en plein marasme depuis bientôt deux ans en raison du programme d'austérité imposé à la suite de la surchauffe de la période 1987-1988. Sur les dix premiers mois de 1990, selon les derniers chiffres disponibles, les ventes avaient baissé de 15 % par rapport à la même période de l'année précédente, n'atteignant que 370 500 véhicules. La production de

poils lourds, d'autocars de toutes tailles et de véhicules assimilables à la Jeep soviétique aurait tendance à tenir le choc, en raison des besoins colossaux. En revanche, la grande victime est la berline.

Entre l'austérité de principe qu'on peut attendre des programmes économiques à venir et la réalité prévisible de la croissance, il existe certes une marge importante. On peut penser que l'un dans l'autre, le secteur automobile continuera à croître à un rythme soutenu dans les dix ans qui viennent, ne serait-ce que parce qu'il faudra bien remplacer une bonne partie des engins vétustes en service et que les transports restent une des grandes priorités du régime en raison de leur encombrement actuel. Le gouvernement est le premier à reconnaître que sur les 700 000 véhicules de la capacité théorique de production en Chine, « la qualité et la quantité sont loin de satisfaire les besoins » du pays.

En 1989, le marasme a été particulièrement douloureux pour les constructeurs étrangers, au point que les trois grandes firmes présentes sur le marché, AMC, Peugeot et Volkswagen avaient dû ralentir, voire suspendre purement et simplement leur production qui s'accumulait sur les parkings de leurs usines. Aucune des trois firmes ne produit autant qu'espéré voilà quelques années. La production de la plus grande, Volkswagen, progresse, passant de 15 000 à environ 20 000 voitures cette année en principe, mais ce chiffre n'atteint pas le tiers de la capacité théorique. Peugeot régresse : 2200 véhicules à vrai dire irréalisable, la firme française n'ayant pas obtenu le nombre de licences d'importation de pièces détachées suffisantes.

Car l'une des difficultés majeures que rencontrent les constructeurs étrangers est celle de « l'intégration », c'est-à-dire de l'introduction progressive d'un nombre de plus en plus grand de pièces chinoises pour remplacer les kits importés. La Chine cherchant par ailleurs à réduire ses importations, les kits à monter sont naturellement l'objet de négociations permanentes. Les autorités ont beau assurer que les réexportations de véhicules après montage sont en forte hausse 133 % sur les dix premiers mois de 1990 par rapport à la période considérée en 1989), ces chiffres sont à prendre avec prudence et restent en tout état de cause limités.

Sur le marché intérieur, 90 % des acheteurs restent les administrations et les entreprises chinoises, qui sont soumises à un contrôle rigoureux dont rien ne permet de prédire la levée dans un proche avenir du fait des difficultés économiques et politiques que traverse la Chine.

Dans ces conditions, le calcul de Volkswagen, qui a signé en novembre un contrat prévoyant la construction d'une nouvelle usine, à Changchun (nord-est) capable de produire en 1996 un volume de 150 000 voitures de type Golf par an, est moins risqué qu'il n'y paraît : l'usine en question sera en fait constituée pour une bonne part d'équipements « relocalisés » provenant d'autres installations de la firme allemande dans le monde, et qui, à défaut, seraient passés à la casse. Une manière de faire des affaires en Chine, marché encore risqué dans ce domaine, bien différente et beaucoup moins coûteuse pour le contribuable que celle de Citroën.

Ligne d'action

MC BANQUE DE MONTRÉAL

Passez à l'action avec le plus bas taux de commission*.

Le service de courtage à escompte Ligne d'action^{MC} pour les investisseurs qui savent ce qu'ils veulent.

Vous profiterez :

- d'un taux de commission inférieur à ceux qu'exigent les principaux courtiers exécutants, vous permettant de réaliser des économies substantielles sur vos transactions*;
- d'une exécution rapide et précise de vos ordres d'achat et de vente;
- de l'avantage de communiquer sans frais d'interurbain avec le Centre Ligne d'action, qui répond à vos questions, prend vos ordres et vous donne les cotes de la Bourse;
- de la possibilité de régler vos transactions à même votre compte de banque.

Pour plus de renseignements, passez à n'importe quelle succursale de la Banque de Montréal.

Comparez et économisez :

Barème des commissions canadiennes	
Cours des actions	Commission
\$0 - \$1	\$25 + 1/2%/act.
\$1.01 - \$5	\$25 + 2%/act.
\$5 1/8 - \$10	\$25 + 3%/act.
\$10 1/8 - \$20	\$25 + 4%/act.
\$20 1/8 - \$30	\$25 + 5%/act.
\$30 1/8 et plus	\$25 + 6%/act.

Le plein montant de la commission et des frais s'appliquent à chacune des exécutions partielles d'un ordre, sauf si elles ont lieu le même jour ouvrable.

Le service Ligne d'action est offert par les Services d'Investissement Banque de Montréal Limitée, filiale en propriété exclusive de la Banque de Montréal, uniquement dans les provinces où la loi l'autorise. ^{MC}Marque de commerce de la Banque de Montréal. *Comparativement aux taux de commission exigés par les principaux courtiers exécutants pour les opérations sur actions au 22 novembre 1990.

Montréal 877-2100 Ailleurs au Québec 1 800 361-7775
Toronto 867-4000 Ontario 1 800 668-7354 Ontario (807), Manitoba, Provinces de l'Atlantique, Terre-Neuve et Labrador 1 800 387-7688

Banque de Montreal

LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30

Renseignements.....	(514) 844-3361
Administration.....	(514) 844-3361
Rédaction.....	(514) 842-9628
Annonces classées.....	(514) 286-1200
Publicité.....	(514) 842-9645
numéro sans frais.....	1-800-363-0305

Abonnements

Les numéros de téléphone suivants sont valables pour le service de livraison par camelot. Pour les abonnements postaux, contactez le (514) 844-7457

Montréal.....	(514) 332-3891 ou (514) 844-5738
Québec.....	(418) 845-2080
Extérieur — Indicateur 514.....	1-800-361-6059
Indicateur 418.....	1-800-463-4747
Indicateur 819.....	1-800-361-5699
Indicateur 613.....	1-800-361-5699

L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

Pavlov élu premier ministre de l'URSS

d'après Reuter et AFP

MOSCOU — L'économiste Valentin Pavlov a été élu au poste de premier ministre de l'URSS par le Soviet suprême, hier, sur proposition de Mikhaïl Gorbatchev.

Valentin Pavlov, ministre des Finances depuis 1989, a été chargé de diriger le gouvernement par une écrasante majorité de 279 voix contre 75.

Il remplace Nikolai Rijkov, qui avait été victime d'une crise cardiaque en décembre et était considéré comme un frein aux réformes économiques.

Mikhaïl Gorbatchev a présenté la candidature de Valentin Pavlov hier matin.

« Aujourd'hui, à la tête du cabinet, nous avons besoin d'un bon expert financier, d'un économiste avec une longue expérience et une forte personnalité, prêt à prendre en charge ces responsabilités », a déclaré le chef de l'État au Soviet suprême.

Après l'annonce de son élection, le

nouveau premier ministre a assuré aux députés qu'il soutenait « totalement et sans réserve » la politique menée par le président soviétique.

« La transition vers l'économie de marché doit être poursuivie », a-t-il dit. « Mais cela doit se faire de façon à ce que les personnes défavorisées souffrent le moins possible des difficultés provoquées par les changements sociaux que nous devons subir », a-t-il ajouté.

Ces remarques laissent penser que Valentin Pavlov plaidera pour la mise en place d'un système de compensations au profit des plus pauvres qui, selon certains économistes, risquent de nuire à l'efficacité des réformes.

Le nouveau premier ministre montre ainsi qu'il entend rester dans la ligne de son prédécesseur, qui s'était prononcé en faveur de mesures pour maintenir le niveau de vie des travailleurs afin d'atténuer les conséquences du passage à l'économie de marché.

Nikolai Rijkov, qui était apparu en

réformateur modéré au début de la perestroïka de Mikhaïl Gorbatchev, s'était peu à peu présenté en adversaire du changement en profondeur de la société soviétique, de plus en plus tournée vers les conservateurs et l'appareil militaire.

Ancien président de la commission de contrôle des prix, Valentin Pavlov, 57 ans, a ajouté qu'il mènerait une politique monétaire de renforcement du rouble.

« Il ne peut pas y avoir de progrès dans le développement des relations de marché sans changement radical dans la sphère des prix et sans mesure pour renforcer le rouble », a-t-il dit.

Valentin Pavlov a par ailleurs salué la contribution des pays étrangers au développement de l'économie soviétique.

« Nous invitons tous ceux qui souhaitent développer ce vaste état à nous rejoindre pour travailler et coopérer, à condition que ces personnes aient des intentions pures », a-t-il dit.

Les conservateurs soviétiques ont accusé les investisseurs étrangers de vouloir exploiter les ressources de l'Union soviétique pour leur seul profit.

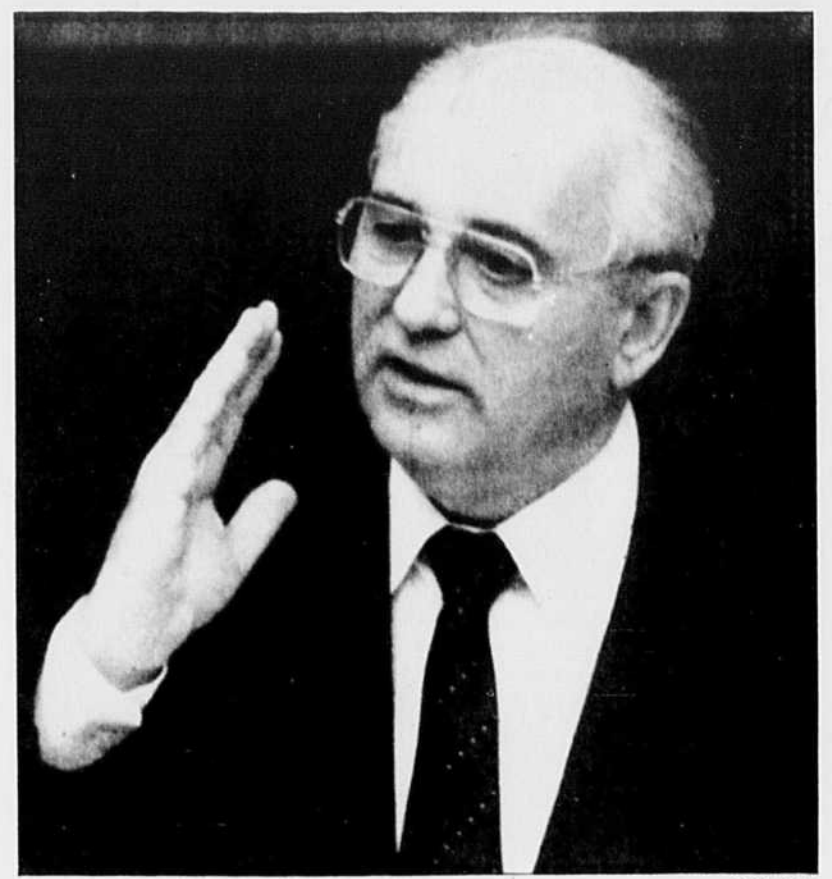
Valentin Pavlov disposera théoriquement d'une marge de manoeuvre

passé étroite que celle de son prédécesseur. Dans le cadre des nouvelles institutions mises en place en décembre dernier, le premier ministre est directement subordonné à l'autorité du chef du Kremlin, alors qu'il en était auparavant indépendant.

Par ailleurs, les quatre candidats présentés hier par M. Mikhaïl Gorbatchev devant le Soviet Suprême (parlement) aux postes de premiers vice-premiers ministres et de vice-premiers ministres ont été élus par le parlement soviétique.

Vitali Dougoujiev, 55 ans, qui était jusqu'ici vice-premier ministre chargé des risques majeurs, a été élu premier vice-premier ministre. M. Vladimir Velitchko, 53 ans qui dirigeait jusqu'à présent le ministère soviétique de la construction des machines lourdes, autrement dit le ministère chargé de l'industrie d'armement, devient également l'un des principaux assistants du nouveau premier ministre, M. Valentin Pavlov.

Youri Maslioukov, 53 ans, actuel premier vice-premier ministre et président du Gosplan, le Comité d'État à la planification, est nommé quant à lui vice-premier ministre, ainsi que Nikolai Laverov, 60 ans.



Le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev a annoncé hier l'élection au poste de premier ministre de l'URSS de l'économiste Valentin Pavlov, un partisan de la perestroïka.

EN BREF...

Mobutu critique Ottawa

PARIS (AFP) — Le président zairois Mobutu Sese Seko a qualifié de « diktat » les pressions canadiennes pour empêcher que le prochain sommet de la francophonie se tienne à Kinshasa. « Il s'agit d'un véritable diktat », a-t-il déclaré à la presse à l'issue d'un entretien avec le président français François Mitterrand, critiquant aussi l'attitude de la Belgique. Le président zairois a confirmé qu'il avait accepté que le sommet se tienne en octobre prochain en France et en 1993 à Kinshasa. M. Mobutu a rappelé que lors du sommet francophone de Dakar tous les pays membres s'étaient prononcés pour Kinshasa, réfutant les accusations de violation des droits de l'homme invoquées par le Canada et la Belgique pour menacer de boycotter le prochain sommet francophone s'il se tenait dans cette capitale.

Iliescu en visite à Pékin

PÉKIN (AFP) — Le président roumain Ion Iliescu est arrivé hier après-midi à Pékin pour une visite d'État de trois jours en Chine, la première d'un chef de l'État roumain depuis la chute du dictateur Nicolae Ceausescu en décembre 1989. La visite de M. Iliescu, qui devait durer six jours a été ramenée à trois jours en raison de la crise du Golfe, a-t-on indiqué officiellement. Le chef de l'État roumain, qui arrivait d'Islamabad, a été accueilli à l'aéroport par le ministre de l'Industrie légère Zeng Xianlin et le vice-ministre des Affaires étrangères Tian Zengpei. Il devait être reçu peu après par son homologue chinois Yang Shangkun et s'entretenir ce matin avec le premier ministre Li Peng. Ces entretiens doivent être consacrés aux relations bilatérales et à la crise du Golfe. Les ministres roumains des Affaires étrangères et de la Défense, Adrian Nastase et Victor Stanculescu, étaient venus en Chine en octobre dernier.

Un parti multiconfessionnel en Albanie

BELGRADE (AFP) — Un Parti de l'union religieuse, regroupant des personnalités se réclamant des trois confessions existant parmi les Albanais, catholique, orthodoxe et musulmane, devrait bientôt voir le jour en Albanie, a indiqué un journaliste albanais contacté hier par téléphone à Tirana. Le Parti de l'union religieuse (PUR) sera ainsi le quatrième parti d'opposition à se former en Albanie, après le Parti démocratique, le Parti écologiste et le Parti républicain, déjà légalisés. Une autre association, le Forum des droits de l'homme, a elle aussi été enregistrée par le ministère de la justice. Selon cette même source, le noyau du PUR est formé par les chrétiens-démocrates de Skhoder, qui ont renoncé à former leur propre parti au profit d'un parti d'unité nationale représentant les trois confessions du pays. Le nouveau parti a présenté son dossier au ministère de la justice qui ne l'a pas encore enregistré. L'Albanie, officiellement athée depuis 1967, a autorisé en décembre la liberté de culte qui devrait être inscrite dans la nouvelle constitution.

Victoire de l'opposition au Cap-Vert

PRAIA (AFP) — L'opposition cap-verdienne dirigée par le Mouvement pour la démocratie (MPD) a remporté les élections législatives multipartites de dimanche au Cap-Vert, a-t-on appris hier matin de sources officielles à Praia. Selon ces mêmes sources, le MPD a battu le Parti africain de l'indépendance du Cap-Vert (PAICV — parti unique au pouvoir depuis 16 ans) dans cinq des neuf îles (Santiago, Brava, San Vicente, San Nicolau, Santo Antao). Il a perdu dans les îles de Boavista, Fogo et Maio, et s'est partagé avec son rival les deux sièges en jeu dans l'île de Sal (nord-est du Cap-Vert) et doit logiquement remporter la majorité des 79 sièges de la future assemblée nationale. Le premier ministre Pedro Pires a reconnu dans la nuit de dimanche la défaite de son parti sur les ondes de la radio nationale du Cap-Vert, ajoutant que le PAICV sera prochainement restructuré. Quant au leader de l'opposition, le président du MPD Carlos Veiga, il a exprimé sa satisfaction et annoncé que son parti désignerait le prochain premier ministre et formerait un « gouvernement compétent et sérieux ».

Leningrad pourrait changer de nom

PARIS (AFP) — Le maire de Leningrad, M. Anatoly Sobtchak, en visite privée de 48 heures à Paris, a indiqué que les habitants de sa ville seraient appelés prochainement à se prononcer par referendum sur le changement du nom de leur cité en Petersburg ou en Petrograd. Les habitants de Leningrad souhaitent le retour « à un nom ancien », a indiqué M. Sobtchak, devant la presse, à l'issue d'une rencontre avec le président du Sénat (chambre haute du parlement français), M. Alain Poher. Par ailleurs, M. Sobtchak a jugé très sévèrement l'attitude de l'armée soviétique en Lituanie. « C'est un retour à la dictature », a-t-il affirmé.

Censure au Cameroun

LONDRES (AFP) — L'Institut international de la presse (IPI) a protesté hier auprès du président camerounais Paul Biya contre les « violations de la liberté de la presse » commises par les autorités gouvernementales au Cameroun, a annoncé l'IPI dans un communiqué publié à Londres. L'IPI se dit « très préoccupé » par les inculpations de deux journalistes, Célestin Monga et Pius Njawa, accusés d'avoir insulté les tribunaux et l'assemblée nationale, par la confiscation d'un numéro de l'hebdomadaire *Le Messager* et par le maintien de la censure gouvernementale sur toutes les publications.

Mariage inusité en Argentine

BUENOS AIRES (AFP) — Un ancien dirigeant guérillero Montonero d'extrême gauche s'est marié à Punta Del Este, la station chic de l'Uruguay, en invitant une centaine d'« amis » parmi lesquels plusieurs de ses anciens « ennemis » lors de la guerre anti-terroriste dans les années 70. Rodolfo Galimberti (43 ans), qui a épousé vendredi Dolores Leal Lobo (24 ans), avait en effet convié à ses noces le procureur chargé de l'accusation des ex-guérilleros, un officier impliqué pour « violations des droits de l'homme » et le fils d'un important homme d'affaire enlevé contre rançon par les montoneros (péronistes d'extrême-gauche). Après un va encore dire que « les argentins n'ont pas de mémoire », notait amèrement hier le quotidien *Ambito Financiero* tandis que Clarin relevait cette série « hallucinante » d'invités. Parmi les 120 convives figuraient M. Juan Romero Victorica qui avait notamment condamné à perpétuité le dirigeant Montonero Raoul Firmenich (gracié récemment) ainsi que Jorge Born III, le fils de l'industriel enlevé par les guérilleros péronistes d'extrême gauche puis libéré contre une rançon de 60 millions \$ (jamais récupérée). Parmi les personnalités, notamment un membre du gouvernement de M. Carlos Menem, la presse a remarqué la présence de Jorge Radice, un ancien officier de marine affecté à l'École mécanique de la marine « où furent torturés de nombreux » disparus ». Jorge Radice se trouvait à l'époque sous les ordres directs de l'amiral Emilio Massera, condamné à perpétuité pour « violations des droits de l'homme ». Environ 30 000 personnes ont « disparus » en Argentine sous les régimes militaires (1976-1983) dont de nombreux montoneros à l'occasion de la lutte anti-subversive. Les derniers généraux responsables de la junte militaire ont été graciés fin décembre par le président Carlos Menem.

L'Afrique du Sud pleure les victimes d'Orkney

JOHANNESBURG (AFP) — L'Afrique du Sud se trouvait hier matin en état de choc, après un week-end sanglant qui a vu au moins 78 personnes, toutes noires, périr au cours de deux tragédies placées sous le signe du fléau numéro du pays, la violence.

Le bilan de la catastrophe du stade de football d'Orkney (ouest du Transvaal, à environ 200 km au sud-ouest de Johannesburg) était toujours hier de 40 morts, dont trois enfants, et plus de 50 blessés, parmi lesquels certains sont dans un état critique. Il s'agit du drame le plus meurtrier de l'histoire du sport sud-africain.

Le bilan du massacre samedi dans la township de Sebokeng, qui était de 35 morts, est passé hier à 38, trois des blessés étant décédés à l'hôpital des suites de leurs blessures. En outre, deux femmes, soupçonnées d'être les mères de deux des assaillants, avaient été lynchées par la foule samedi après-midi, victimes du supplice du collier (pneu enflammé

passé autour du cou).

À Orkney, les victimes sont mortes étouffées après avoir été écrasées contre les barrières de sécurité par les spectateurs situés derrière eux, lorsque ceux-ci se sont rués vers la sortie pour échapper à une bataille rangée entre supporters de deux équipes de football.

Les dirigeants des deux équipes impliquées, les Kaizer Chiefs et les Orlando Pirates, devaient donner des explications hier après-midi lors d'une réunion d'urgence convoquée par la Ligue nationale de football (NSL).

Mais d'ores et déjà, il semble que les mesures de sécurité les plus élémentaires n'aient pas été prises pour ce match « amical », qui avait fait le plein (plus de 20 000 personnes) du stade d'Orkney, propriété de la mine d'or de Vaal Reef, c'est-à-dire, du plus grand conglomérat minier du pays, l'Anglo American Corporation.

Le service d'ordre comprenait ainsi environ 35 personnes, alors que,

selon un responsable de la NSL, il aurait été d'environ 1500 personnes si le match, organisé par un promoteur privé, l'avait été par la NSL, qui avait toutefois donné son feu vert.

Mais le plus étonnant est que les supporters des deux équipes, dont la rivalité est légendaire — toutes deux basées à Soweto, ce sont les deux meilleures équipes du pays — aient été placés dans la même tribune.

Le propriétaire des Kaizer Chiefs, Kaizer Motaung, a ainsi déclaré hier matin que c'était là, sans aucun doute, la cause du drame.

Cette tragédie est survenue alors que tout le pays, et surtout la communauté noire, se remettait à peine du massacre survenu samedi à Sebokeng, un ghetto noir à 70 km au sud de Johannesburg, lorsque des tueurs ont froidement ouvert le feu au fusil d'assaut AK-47 sur environ 300 sympathisants du Congrès national africain (ANC) assistant à une veillée funèbre.

Les responsables locaux de l'ANC

ont imputé le massacre à un gang de malfaiteurs.

Pour sa part, le dirigeant de l'Inkatha, le chef zoulou Mangosuthu Buthelezi, a appelé hier à un effort commun « pour s'assurer que cette forme d'horreur ne se reproduise jamais » et « pour extirper, une fois pour toutes, le cancer de la violence de notre milieu ».

« Nous avons honte de faire partie d'un peuple qui est responsable de ça », écrivait hier le directeur du quotidien noir *The Sowetan*, alors que *The Citizen* (pro-gouvernement) publie un éditorial intitulé « Stoppez cette folie », dans laquelle il demande notamment au pouvoir de ne pas hésiter à réimposer l'état d'urgence, levé l'an dernier, pour éviter que 1991 soit « une répétition de 1990 ».

Près de 4000 personnes, dans leur quasi-totalité des noirs, ont perdu la vie l'an dernier lors de violences politiques.

Vaclav Klaus, une force montante en Tchécoslovaquie

Bernard Meixner

de l'Agence France-Presse

PRAGUE — Vaclav Klaus, réélu dimanche à la présidence du Forum civique, le parti au pouvoir en Tchécoslovaquie, est devenu une force politique incontournable et l'homme fort du pays avec le président Vaclav Havel, estimant hier les observateurs politiques à Prague.

Le ministre des finances ultra-libéral du gouvernement fédéral pragois qui se positionne au centre droit sur l'échiquier politique a la haute main sur l'Obcanske Forum (OF), le mouvement issu de la « révolution de velours ».

À l'issue d'une conférence nationale agitée, marquée par une lutte d'arrière-garde des dirigeants « historiques » et leaders de l'aile gauche du Forum, le Snem (Assemblée) acquis dans sa majorité aux idées de M. Klaus, a donné le « feu vert » au renouvellement du mouvement.

L'OF a été transformé en parti politique dans lequel les adhésions se-

ront individuelles et exclusives, soumises à cotisation et renouvelables chaque année. La discipline sera plus stricte que dans la vaste nébuleuse créée par les anciens dissidents de la Charta 77 et les artistes au lendemain du 17 novembre 1989.

Le président Vaclav Havel, rentré dimanche à Prague après un traitement de trois semaines dans une clinique allemande, s'est entretenu pendant quatre heures avec M. Klaus. Il s'est dit « satisfait » des résultats de la conférence du Forum dont il « accepte » les résultats, a déclaré hier son porte-parole.

M. Michael Zantovsky a déclaré à la presse que le président était soulagé qu'une scission ait pu être évitée et le pluralisme préservé au sein du parti. « Une telle division serait irresponsable, tragique pour le pays et une trahison des électeurs », avait averti M. Havel à l'ouverture du congrès.

Le président n'avait pas pu empêcher l'élection de M. Klaus à la tête du parti lors du dernier Snem

d'octobre dernier. M. Klaus avait battu le candidat présidentiel, l'actuel vice-ministre des affaires étrangères Martin Palous, éliminé dimanche de la direction du Forum.

Aucun leader éminent de l'aile gauche du Forum ne figure parmi les 16 membres du Conseil, l'instance dirigeante du parti, élu dimanche. Les trois représentants du « Club libéral » (centre gauche) au sein du Conseil sont des députés inconnus qui auront peu de poids par rapport aux trois autres députés du club de la droite démocratique et les dix représentants désignés par les régions, la plupart considérés comme favorables à la ligne de M. Klaus.

La main-mise sur le parti par les jeunes cadres provinciaux et managés au détriment des intellectuels et dirigeants « historiques » vieillissants reflète l'évolution de mentalité dans la société tchécoslovaque. Les partisans d'un changement s'identifient plus facilement à un système capitaliste qu'à un modèle socialiste demeurant à définir.

Les « libéraux » mis en minorité au

Snem ne s'avouent pas pour autant vaincus. Ils ne sont pas prêts, en cas de scission, à céder le label « Forum civique » à M. Klaus et ses adeptes. M. Pavel Rychetsky, vice-premier ministre chargé des affaires juridiques et constitutionnelles, a souligné que la loi tchécoslovaque ne prévoyait pas le changement de mouvement en parti, laissant entendre que l'enregistrement du Forum en tant que parti politique ne se ferait pas sans problèmes.

Majoritaires au gouvernement, les huit ministres « libéraux » peuvent « contrôler » M. Klaus. Reste à savoir comment se comporteront les députés de l'OF qui détiennent la majorité absolue au parlement. Un blocage des travaux parlementaires n'est pas à exclure et la tenue d'élections anticipées en juin est déjà envisagée à Prague.

Une fois de plus, le président Vaclav Havel aura à jouer un rôle d'arbitre dans ce conflit politique. Il s'en est prudemment tenu à l'écart jusqu'à présent.

Rome réitère son appel aux négociations en Somalie

NAIROBI (Reuter) — L'Italie a lancé hier un nouvel appel à une solution négociée en Somalie, où la situation semble figée après deux semaines de combats meurtriers entre rebelles et forces gouvernementales à Mogadiscio.

« Cette impasse destructrice et sanglante démontre que la seule solution aux problèmes de la Somalie doit être politique », a déclaré Mario Sica, l'ambassadeur d'Italie en Somalie, qui a été évacué samedi vers le Kenya avec 200 autres étrangers.

Un plan de paix établi par l'ambassadeur la semaine dernière avait été catégoriquement repoussé par les rebelles du Congrès de la Somalie unifiée (USC), qui tentent de renverser le président Mohamed Siad Barré.

L'USC a annoncé par un communiqué de son bureau de Rome qu'il était en contact avec tous les groupes d'opposition « dans l'intention d'organiser à Rome une conférence nationale de l'opposition aussi vite que possible ».

Selon des diplomates et des experts, les rebelles ne semblent pas avoir les moyens de déloger le président Siad Barré, qui est protégé par des soldats équipés de chars et de matériel d'artillerie lourde.

Mais le président ne semble pas non plus en mesure de renverser la situation et de reprendre le dessus. « C'est pourquoi l'Italie pousse vers une solution politique », a indiqué Mario Sica.

Un porte-parole de Médecins sans Frontières, dont une équipe de sept membres travaille à Mogadiscio, a indiqué que deux médecins supplémentaires avaient pu rejoindre la capitale somalienne hier, ainsi qu'une tonne de matériel médical.

« Il y a toujours beaucoup de combats », a-t-il ajouté.

Le Mouvement national somalien (SNM), un autre groupe rebelle implanté dans le nord du pays, a demandé hier une aide alimentaire et médicale internationale pour les réfugiés éthiopiens vivant dans le nord de la Somalie.

Des dizaines de milliers d'Éthiopiens avaient fui leur pays en 1978 lors de la guerre de l'Ogaden.

Le SNM, qui contrôle une portion

de la frontière entre la Somalie et l'Éthiopie, a indiqué que ces réfugiés soutenaient le régime de Mohamed Siad Barré, mais qu'il les laisserait regagner l'Éthiopie sans les inquiéter.

Attentat sanglant au Pérou

LIMA (AFP) — Au moins deux policiers ont été tués et 80 personnes ont été blessées, dont une quinzaine grièvement, par un attentat à la voiture piégée, hier à Lima, dans l'enceinte du ministère de l'intérieur, a annoncé la police.

L'attentat a été revendiqué par le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), a-t-on ajouté de même source.

Une vingtaine de voitures et une trentaine de bâtiments ont été touchés dans le quartier de San Isidoro, dans le sud de la capitale.



Aide à l'enfance - Canada Save the Children - Canada

ÉDITORIAL

Bourassa doit inspirer confiance

À U MOMENT où il se remet en selle, des défis pressants et de tous ordres attendent le premier ministre du Québec. Évidemment, il a bien peu de prise sur l'inquiétude profonde qui tenaille le monde, menacé d'une guerre épouvantable. Mais, à l'échelle modeste du Québec, M. Robert Bourassa doit tout mettre en oeuvre, après de longs mois d'absence, pour redonner aux Québécois une confiance aussi rare qu'essentielle par les temps pénibles qui courent : un minimum de confiance. Et d'abord dans son secteur de prédilection : en matière économique.

Autant, sinon davantage que toute autre province, le Québec est durement frappé par la récession « made in Canada » et, dit-on de toutes parts, le pire reste à venir. Selon les plus récentes statistiques, le taux de chômage, alimenté par la perte de 11 000 emplois en un mois, frôlait 12 % en décembre au Québec. Après l'Ontario, c'est au Québec qu'il y a le plus d'emplois perdus, surtout dans le secteur manufacturier, par suite du ralentissement économique. Et parmi les villes importantes, Montréal détient (avec Saint-Jean de Terre-Neuve) le triste record du chômage : 12,1 %. Si élevé soit-il, ce terrible pourcentage ne tient pas compte des assistés sociaux et de ceux qui ne comptent plus sur les gouvernements pour tenter de s'en sortir. C'est donc une catastrophe à laquelle nul ne peut rester insensible, surtout pas un homme politique qui, tel M. Bourassa, a bâti toute sa carrière sur la création d'emplois (les fameuses 100 000 jobs de 1970) et le progrès économique, panacées des maux existentiels qui affligent le Québec.

Les sondages le prouvent amplement. L'ampleur de la récession inquiète grandement les Québécois en ce début d'année cruciale. Plusieurs prévoient même une détérioration de la situation au cours des prochains mois, malgré le répit quant aux taux d'intérêt. Cet allègement n'empêcherait pas une hausse du chômage et de l'inflation. Cette morosité ambiante se reflète chez les membres corporatifs du Conseil du patronat du Québec : à peine 1 sur 10 juge le contexte économique bon ou très bon, comparativement à 45 % il y a un an. Pis encore, la moitié des chefs d'entreprises

considèrent mauvaises ou très mauvaises les conditions économiques qui prévalent dans leur secteur, prévoyant que le climat économique se détériorera davantage. Pour le gouvernement québécois, les dirigeants d'entreprise identifient les priorités suivantes : réduction du déficit, contrôle des dépenses publiques, aide à l'investissement.

On peut discuter longtemps de ces priorités, estimant que d'autres seraient tout aussi valables, peut-être davantage. Quand la récession heurte de plein fouet, est-ce bien le moment de mettre l'accent sur la réduction du déficit ? D'autant que le Québec a largement fait sa part dans ce domaine depuis cinq ans, ainsi qu'en ce qui a trait au contrôle

Le gouvernement québécois doit vite contribuer à relancer l'économie

de ses dépenses, contrairement au gouvernement fédéral.

D'autres mesures sont de mise, non nécessairement spectaculaires, pour redonner confiance et espoir à ceux qui en ont terriblement besoin. Le gouvernement québécois est impuissant à contrôler les hostilités meurtrières dans le golfe Persique, mais il peut donner ici un coup de pouce, là une indication qui démontre à tous qu'il a les choses en main et fait de son mieux pour se sortir de l'impasse. M. René Lévesque et son équipe l'avaient fait, il y a près de dix ans, avec des projets comme Corvée-Habitation, les Plans Biron 1 et 2, et autres mesures aptes à mettre un peu de baume sur des plaies béantes.

Depuis des mois, le gouvernement prétend qu'il a vu venir le pire et qu'il a pris des moyens concrets pour atténuer les effets désastreux de la récession : accélération de travaux publics, réfection du réseau routier et, plus récemment, programme Relance PME, qui permet aux entreprises en difficulté d'obtenir rapidement un prêt participa-

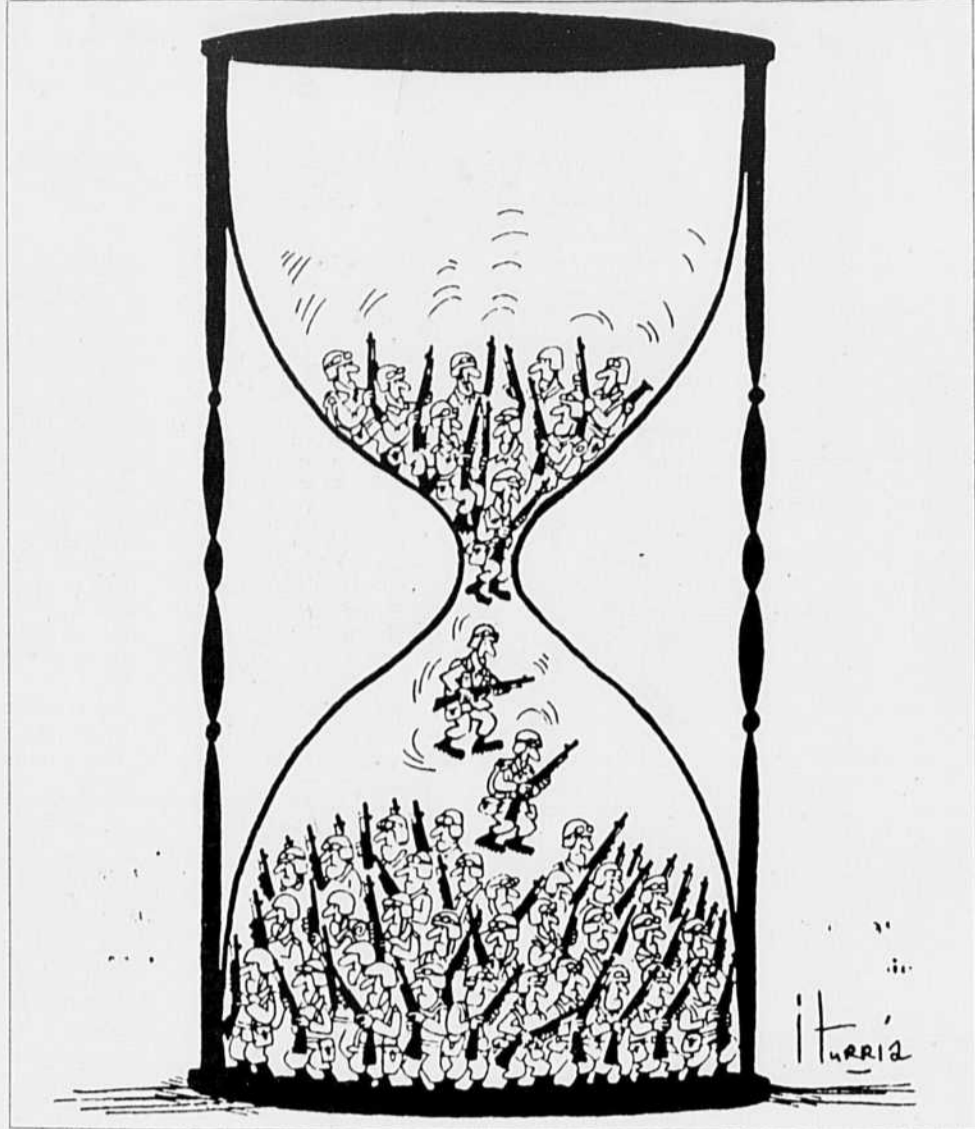
tif. Selon le ministre responsable, M. Gérard Tremblay, 60 millions \$ ont été consentis à la SDI à ce titre, s'ajoutant aux 1,2 milliards \$ prévus pour la relance de l'emploi et de l'économie. Ce qui est loin d'être négligeable. Mais c'est insuffisant, considérant que les mises à pied et les fermetures d'usines se multiplient. Il faut aller plus vite et plus loin.

Dédaigneux, le ministre de l'Industrie et du Commerce a levé le nez sur le plan d'aide de 500 millions \$ proposé par le chef péquiste, M. Jacques Parizeau, pour les PME. Mis au point avec l'aide de son ancien collègue Rodrigue Biron, le projet du chef de l'opposition aurait pourtant mérité un meilleur sort. Ou alors, que le gouvernement, faisant soudainement preuve de dynamisme et d'imagination, sorte de ses cartons des projets qui s'attaquent au coeur des problèmes. À ce jour, sa timidité a été trop grande, comme s'il pensait que les choses se résorberaient d'elles-mêmes, ailleurs. Il est vrai que la marge de manoeuvre du Québec est mince, surtout dans la situation catastrophique qui menace de se dégrader. Mais il peut agir dans certains secteurs-clés et ne doit pas s'en priver.

À sa manière à lui, sans pathos, M. Bourassa peut donc, sans délai, envoyer un message clair à tous les intéressés : le Québec met tout en oeuvre, par des mesures bien ciblées et ficelées, pour tenter d'amortir le choc des mises à pied et des fermetures d'entreprises. Par la même occasion, il pourrait clarifier hautement qu'il faut penser à moyen terme et que, dans cette perspective, il y a d'autres solutions que des mises à pied massives. Faisant sa part, le gouvernement pourrait insister, avec les moyens appropriés, pour que les entreprises fassent la leur et ne recourent pas d'emblée aux solutions les plus faciles et radicales.

Le redressement et le relèvement d'une économie chancelante sont au nombre des questions les plus brûlantes qui accablent le premier ministre. La crise du golfe Persique n'est pas une excuse pour se croiser les bras et attendre la fin de l'orage. Au contraire, il faut agir avec vigueur et détermination. C'est la première urgence.

GILLES LESAGE



LE MONDE

André Patry

Alarme chez les Baltes

INDÉPENDANTS pendant vingt ans, puis victimes en 1940 d'une annexion soviétique qui allait à l'encontre des traités de non-agression de 1926 et que l'Occident refusera de valider, les trois États baltes attendent avec anxiété et amertume le moment où ils pourront exercer, libres de toute menace, la plénitude d'une souveraineté qu'ils ont tour à tour proclamée l'année dernière.

À Moscou, cependant, on n'entend pas laisser ces républiques fédérées sortir d'une union qu'on souhaite transformer de façon à concilier l'existence de la fédération soviétique avec les exigences d'une autonomie des États constituants qui, presque partout, se veut absolue. La sécession, malgré tout inévitable, des pays baltes pourrait donc s'accompagner de difficultés aux conséquences incalculables que l'Europe voisine cherche à éviter.

Même si à plusieurs égards, notamment sur le plan religieux et linguistique, les trois républiques baltes diffèrent entre elles, elles ont en commun un passé que la géographie commande et auquel, jadis, l'expansionnisme germanique avait fourni d'importants éléments. Ces États ont tous été en rapports étroits avec les pays scandinaves, surtout le Danemark et la Suède, et ils ont tous été soumis pendant des siècles, à un degré variable, au régime de la grande propriété terrienne implanté par les barons teutoniques. Le plus peuplé des États baltes a même été, grâce à son association avec la Pologne, une grande puissance régionale.

PENDANT la période de leur indépendance, les républiques baltes ont vécu les mêmes expériences. Toutes trois ont connu des suspensions constitutionnelles et des gouvernements autoritaires le plus souvent imputables à des problèmes de voisinage (Lituanie) ou à la crise économique des années 30 (Lettonie, Estonie).

Malgré tout, elles se sont révélées progressistes sur le plan social ; et l'une d'elles, l'Estonie, a adopté en 1925 une législation relative aux droits des minorités ethniques et confessionnelles dont les premiers bénéficiaires seront les Allemands et les Juifs et qui pourrait, aujourd'hui encore, servir de modèle à bien des pays.

Le rattachement en 1940 à l'URSS a modifié la composition ethnique de chacun des trois États. Les Soviétiques ont en effet déporté, souvent jusqu'à l'Oural, des milliers de Baltes, apportant un soin particulier à inscrire pour l'exil les citoyens les plus instruits et les plus influents. Puis ils ont installé dans les territoires baltes, surtout dans les villes portuaires, des allophones venus de partout, même de l'Asie centrale ; et, aujourd'hui, les républiques de la Baltique continuent de subir les effets de ces transferts de populations.

En Lettonie, le pays le plus sérieusement touché par ces transplantations, il n'y aurait plus que 50 % de Lettons, et ceux-ci seraient même minoritaires dans leur propre capitale, Riga. En Estonie, les habitants de souche nationale ne seraient plus que 65 %.

COMME on peut le constater depuis quelques semaines, les éléments allophones, en grande partie russes, ne voulant pas se retrouver un jour en dehors de l'Union soviétique, manifestent une vive résistance à tout ce qui pourrait conduire à la sécession. Le gouvernement soviétique, pour sa part, semble résolu à sauvegarder l'intégrité territoriale de l'Union ainsi qu'un minimum d'autorité vis-à-vis des composantes de l'État fédératif. On

considère à Moscou que le retrait complet d'une seule république fédérée entraînerait probablement, et de façon désordonnée, la dissolution de tout l'ensemble en même temps que des conflits frontaliers et ethniques dont l'une des conséquences pourrait être une émigration massive vers l'Europe occidentale et en particulier l'Allemagne.



Tout en tenant plus ou moins compte d'une situation dont la complexité ne peut leur échapper, les États baltes s'avancent patiemment vers la sortie. Après avoir repoussé le traité d'union proposé par Moscou, ils tentent de poser ici et là des actes pouvant réduire graduellement l'emprise de l'État fédéral sur leurs citoyens.

Ainsi, se considérant territoires occupés, la Lituanie et l'Estonie rejettent le service militaire dans l'armée soviétique en invoquant la convention de Genève de 1949 qui interdit à l'occupant de conscrire des soldats dans le pays soumis à son autorité. Elles affectent les jeunes recrues à des travaux ou entreprises communautaires.

Mais l'armée soviétique, restée puissante, surveille avec irritation le mouvement de désintégration effectivement amorcé en URSS et paraît décidée de l'enrayer. Son intervention sanglante en Lituanie, à laquelle a peut-être dû se plier Gorbatchev, en est la triste démonstration.

À L'EXTÉRIEUR, même si, à leur grande déception, elles n'ont pas encore obtenu la reconnaissance diplomatique à laquelle elles s'attendaient, les républiques baltes multiplient les initiatives susceptibles de les rapprocher de leur objectif. Leurs premiers ministres ou ministres des Affaires étrangères se sont rendus à l'étranger, particulièrement dans les pays avec lesquels il existe des liens historiques ou des affinités politiques, et ont plaidé en faveur d'une cause qui, juridiquement parlant, est inattaquable, celle de leur souveraineté.

Ils ont obtenu d'être entendus, ce qui a parfois abouti à des compromis pouvant constituer les jalons d'une reconnaissance officielle. Par exemple, en décembre 1990, les trois États baltes ont inauguré un bureau d'information à Copenhague, en présence des ministres des Affaires étrangères des cinq États scandinaves. Ceux-ci, par le biais du Conseil nordique, seront bientôt représentés dans chacune des capitales des républiques baltes.

On peut se demander pourquoi les démocraties occidentales hésitent tant à reconnaître effectivement le droit des pays baltes à l'indépendance. La réponse est politique. Personne en Europe ne veut accélérer la déstabilisation de l'Union soviétique par crainte des effets que la dissolution de cet immense empire pourrait avoir à l'échelle du globe. Mais il semble bien que les ferments de la désagrégation soient déjà à l'oeuvre en URSS et que les États baltes finiront par acquiescer dans les faits ce que depuis longtemps déjà leur concède en droit la Constitution soviétique.

LETTRES AU DEVOIR

Merci Monsieur LeBigot

LE 21 DÉCEMBRE est peut-être le jour le plus court et le plus sombre de l'année, mais il aura été, cette année, long et lumineux pour des milliers de personnes appauvries de Dernier Recours, à Montréal. L'initiative de M. LeBigot unie à celle de centaines de collaborateurs et collaboratrices certainement a permis à des gens ordinaires de devenir « extraordinaires » en posant ensemble des gestes pleins d'amour et de gratuité.

De notre région éloignée de Montréal, nous avons écouté votre émission et regardé les reportages de la télévision avec une joie mêlée de beaucoup d'émotions. Nous avons particulièrement apprécié les objectifs que vous vous étiez fixés : permettre aux gens de s'approcher des démunis, de les découvrir pour ce qu'ils sont, des personnes humaines, et de créer des liens d'amitié avec eux afin que le geste posé ne soit pas celui d'un seul jour !

Unies à vos amis, « le saint de la météo », Alcide Ouellet et « le saint de la terre », Paul Boutet, permettez-nous, M. LeBigot, de louer Dieu qui a créé si beau le coeur de la personne humaine qu'il a pu célébrer Noël de façon si proche de ceux qui souffrent. C'est avec beaucoup de joie que nous vous offrons nos plus sincères félicitations, vous remerciant en même temps de bien vouloir mettre votre grand talent d'animateur (qui sait si bien nous éveiller chaque matin) au service de l'Amour : « Quand les hommes vivront d'amour, il n'y aura plus de misère ! »

Veillez transmettre notre appréciation à toutes les personnes qui, de près ou de loin, ont contribué à faire de cette période d'émission un espace de bonheur pour les démunis.

Croyez à toute notre admiration, M. LeBigot, et pour votre grande compétence et, surtout, pour votre coeur grand comme la mer et le monde !

Mariette Milot

Pour un groupe de religieuses des Soeurs de l'Assomption de la Sainte Vierge de Nicolet. Nicolet, 23 décembre 1990

Le syndrome du pelletage dans la cour du voisin

L'ANNÉE 90 a été fertile en rebondissements de tous genres, tant au plan international que dans le contexte canadien et québécois. L'un des aspects marquants a consisté dans l'accélération, sous la pression des milieux d'affaires, du désengagement de l'État face à bon nombre de responsabilités qu'il avait convenu d'assumer jusque-là.

Le syndrome du pelletage dans la cour de l'autre est devenu pratique courante de la part des gouvernements dits supérieurs. L'on se souviendra qu'à la suite du budget fédéral du printemps dernier, le ministre Michael Wilson avait largement coupé dans les paiements de transfert aux provinces. Suite à ce manque à gagner, le ministre québécois des Finances, Gérard-D. Lévesque, chargeait les commissions scolaires de nouveaux fardeaux, en leur octroyant une plus grande part de l'impôt foncier. Cela bien sûr au détriment des municipalités, mais plus encore aux dépens des contribuables. Et pour finir le plat, il y a quelques semaines, le ministre des Affaires municipales, Claude Ryan, signifiait aux élus municipaux la ferme intention de son gouvernement de mettre fin aux subventions dans des secteurs aussi névralgiques que celui du transport en commun, ou celui des services policiers dans le cas de plus petites municipalités. Le tout devant s'effectuer sans aucun transfert de fonds publics correspondant au fardeau nou-

veau sur les épaules des élus locaux, qui n'auront d'autre choix que de refléter la facture aux payeurs de taxes.

Cette façon de procéder est immorale et carrément anti-démocratique. L'État ne peut donc pas se désengager unilatéralement de responsabilités dont la collectivité l'avait investi sans que celle-ci n'ait voix au chapitre. Vu les dysfonctionnements et les ratés de notre soi-disant démocratie, les gouvernements se doivent d'assurer adéquatement la participation des citoyens aux décisions qui les concernent au premier chef.

S'il est exact, comme le rabâchent sur toutes les tribunes notre « garde montante » ainsi que la bourgeoisie capitaliste dans son ensemble, que les Canadiens et les Québécois ont vécu et continuent de vivre au-dessus de leurs moyens, le temps d'agir est arrivé. L'État doit s'asseoir pour discuter des vrais problèmes, à la même table que les représentants des instances locales, les délégués du monde du travail et ceux du patronat, les agents et intervenants socio-économiques, les porte-parole des milieux populaires, bref, de tous ceux qui seront directement ou indirectement touchés par les changements qui semblent s'imposer.

Certes, l'autocratie des appareils gouvernementaux en prendra pour son rhume. En revanche, la transparence y trouvera son compte tandis que l'on pourra commencer un véritable redressement de la situation économique.

Pierre Hamel

Montréal, 29 décembre 1990

Qui ne dit mot consent

DANS UNE « Libre opinion » intitulée « Mortelle attitude », M. Jean Éthier-Blais évoque « la persécution raciste dont les Franco-Ontariens étaient les victimes » à l'époque de la fondation du DEVOIR (LE DEVOIR 8 déc.). Je l'admire d'avoir brisé un tabou en réussissant à faire imprimer dans un journal québécois la vérité au sujet des anglophones ontariens.

Serait-ce parce qu'il a utilisé l'imparfait de l'indicatif ? On sait que c'est là le temps des événements du passé, des faits qui ont disparu à l'heure actuelle. Tel n'est hélas pas le cas : l'Ontario anglophone d'aujourd'hui est identique à celui de 1910...

Parmi les tabous qui régissent la société québécoise, les plus inattaquables concernent les anglophones. J'ai constaté qu'en pratique un francophone qui a le malheur de voir ses maîtres anglophones tels qu'ils sont

réellement n'a qu'une chose à faire : se taire. Parce qu'ils collent de trop près à la réalité, certains mots, certaines expressions condamnent d'office certaines lettres à la corbeille à papier...

Au Canada, la fameuse liberté d'expression sert d'abord et surtout à légaliser et à camoufler la tyrannie de la majorité anglophone. Quand elle ne sert plus les intérêts des anglophones, la liberté d'expression disparaît ! Voilà pourquoi les Québécois jouissent d'une liberté d'expression totale, à la condition expresse de ne dire que du bien des anglophones... La seule alternative est de garder le silence et l'on sait que « qui ne dit rien consent ».

Jean-Marie Gaul

Ottawa, 28 décembre 1990

Les Pharaons de la Grande-Baleine

LA PUBLICITÉ éblouit : 5,3 milliards \$ sur 10 ans, 16 térawattheures par an, 33 000 emplois créés en 10 ans. Puis suivent les coûts moyens comparatifs du kilowattheure : 4,2 cents pour l'hydro-électricité (option B), 6,2 cents pour le kilowattheure produit par énergie nucléaire (option C) et 8,5 cents pour le kilowattheure produit par les centrales thermiques (option D).

En alignant les options B, C et D, les Pharaons de la Grande-Baleine ont escamoté l'option A, la moins chère, celle de 1,0 cent pour le kilowattheure non gaspillé. Les Pharaons, on l'aura deviné, visent grandiose. L'intérêt des uns est l'histoire : les Bâtisseurs du Nord ! L'intérêt des autres est l'acier, le béton, la maîtrise d'oeuvre, les turbines : les Barons du marché-roi ! Les esclaves, eux, vont payer la facture, les 5,3 milliards qui viendront de leurs poches.

Pourquoi, en toute logique, ne pas commencer par l'option A — l'économie d'énergie systématique — et d'y mettre le paquet ? Et ensuite, après avoir réduit la consommation de 16 térawattheures par an, passer à l'option B ? Pourquoi faire miroiter 33 000 emplois en 10 ans à 80 000 \$ alors qu'il s'en perd 87 000 en quatre mois et que des gens se font leur pour avoir volé un pain ? Non, les Pharaons de la Grande-Baleine occultent les priorités terre à terre et se livrent vis-à-vis de la population à un jeu de dupes.

Qui donc va les secouer ? Les Gervais, les Grégoire quand allons-nous nous révolter ?

Philippe Krick

Côteau-du-Lac, 15 décembre 1990

Il faudrait savoir

LES OBSERVATEURS ne semblent pas avoir remarqué une contradiction dans la présentation de M. Jean Chrétien à la Commission Bélanger-Campeau. En réponse à une remarque du ministre Gil Rémillard à l'effet qu'il voulait réformer le sénat alors qu'un grand nombre de Québécois désiraient plutôt son abolition, M. Chrétien a répondu : « Je pense qu'on pourra jamais l'abolir », à cause des désirs des provinces de l'Ouest. Une minute plus tard, comme M. Rémillard lui demandait s'il cautionnait le comportement burlesque des sénateurs libéraux, M. Chrétien continuait : « J'ai dit aux sénateurs... qu'ils courraient de très grands risques de disparaître car il pouvait arriver à un moment donné qu'on abolisse le sénat... Nous prenons des risques de l'abolition du sénat ».

Il faudrait savoir...

Marc Laviole

Hull, 18 décembre 1990

LE DEVOIR

Fondé par Henri Bourassa le 10 janvier 1910

Directrice LISE BISSONNETTE

Rédacteur en chef et directeur de l'information Bernard Descôteaux

Directeur délégué à l'administration André Leclerc

Rédacteurs en chef adjoints Jean Francoeur, Albert Juneau, Michel Lefèvre

Directeurs adjoints de l'information Pierre Cayouette, Jacques Chabot, Guy Deshaies

FAIS CE QUE DOIS